



春秋大梦。 (Chūn qiū dà mèng).

Les grands rêves conduisent aux idées irréalistes.

别树一帜。 (Bié shù yī zhì).

Faire flotter sa bannière sur un arbre solitaire (Se démarquer, développer sa propre école et se différencier des autres).

唇齿相依。 (Chún chǐ xiāng yī).

Être aussi interdépendants l'un de l'autre que les lèvres et les dents.



DE LA CONVERGENCE D'INTÉRÊTS À DE FRILEUX ANTAGONISMES

PAGE 10

DÉROUTANTE MONDIALISATION ET DÉSILLUSIONS AMÉRICAINES

P. 10

LA CHIMÈRE SINO-AMÉRICAIN, DE SCISSIONS EN FISSURES

P. 13

ILLUSION DES DÉCOUPLAGES ET TÉNACITÉ DES INTERDÉPENDANCES

P. 16

LUTTES INCONTRÔLABLES D'INFLUENCE ET D'EXTRA-TERRITORIALITÉ

PAGE 19

FLUX ET REFLUX GÉOSTRATÉGIQUES ANTINOMIQUES

P. 19

AMORCES DE DÉ-DOLLARISATION ET ALTERNATIVES AU SYSTÈME SWIFT

P. 23

CYBERESPACE, PROTECTION NUMÉRIQUE ET 'SPLINTERNET'

P. 26

ÉCOSYSTÈMES TECHNOLOGIQUES DISSOCIÉS DE DEUX MONDES DIVERGENTS

PAGE 29

TECHNOLOGIES DUALES ET/OU DISRUPTIVES

P. 29

LA BATAILLE INVISIBLE POUR LA MAÎTRISE DES NORMES

P. 33

L'opéra *Nixon in China*¹, sans doute l'une des œuvres musicales du XXe siècle les plus représentées au monde, a fait son entrée au répertoire de l'*Opéra national de Paris*, en « *Avant-première Jeunes* » le 22 mars 2023. Et on peut se réjouir que cet événement culturel – dont le thème se rapporte à la visite du Président américain Richard Nixon à Mao Zedong à Pékin en 1972 – trouve une résonance particulière dans l'actualité politique internationale... En effet, le 31 mars 2023, soit une semaine plus tard, le président chinois Xi Jinping était convié à un dîner d'État au Kremlin par son homologue russe Vladimir Poutine, au terme d'un « *voyage d'amitié, de coopération et de paix* ». Et l'anecdote du toast porté par le président Nixon avec le président Mao à la « *semaine qui a changé le monde !* » est plutôt piquante à 51 années d'intervalle (21-28 février 1972) de la rencontre Xi-Poutine.

Cette réconciliation sino-américaine une fois scellée, était réaffirmée par la visite du président Gerald Ford en 1975, et surtout amplifiée par le président Jimmy Carter qui en 1979 recevait Deng Xiaoping aux États-Unis. Les relations entre les États-Unis et la Chine allaient alors connaître un développement considérable, alimenté à la fois par la volonté d'ouverture au monde des dirigeants chinois et l'illusion américaine d'un engagement irréversible de ce nouveau partenaire vers la démocratie, avec en prime la perspective d'un accès à un gigantesque marché. Le sentiment de convergence d'intérêts entre les deux pays, se doublait de la nécessité de faire cause commune autour d'un projet d'endiguement de l'URSS et, selon l'expression de Deng Xiaoping, de « *travailler ensemble et de s'unir pour contrer l'ours polaire*². » L'extraordinaire visionnaire Deng Xiaoping s'efforçait, avec la plus grande habileté, de convaincre le candide Jimmy Carter que ces nouvelles orientations de la Chine ne seraient pas éphémères, tandis que les États-Unis misaient sur la possibilité de la Chine à se convertir rapidement à l'économie de marché, pour constituer un maillon dans les chaînes de production d'une économie mondiale pilotée par l'industrie américaine.

Naissait alors le concept de « *Chinamérique* », sorte de chimère, apparentée dans la mythologie chinoise au Qilín³ – cet être bienveillant, gage de paix et de prospérité – dont les États-Unis tarderaient à réaliser pourtant, un demi-siècle plus tard, à l'aune des fantastiques progrès de l'économie chinoise, qu'il donnerait lieu à une remise en cause de leur position de superpuissance hégémonique. Aujourd'hui, la République populaire de Chine est le plus grand créancier étranger des États-Unis et ce projet irénique de maintenir bon gré mal gré des relations bilatérales sino-américaines est entaché à la fois par une rivalité croissante en termes commerciaux, scientifiques et technologiques, sinon géopolitiques et militaires, mais aussi une interdépendance économique de plus en plus contraignante.

Ce manque quasi-total de confiance réciproque s'appuie sur des hypothèses de menace à somme nulle de découplage, susceptible d'entraîner des relations sino-américaines véritablement hostiles et, à tout le moins, de saper la stabilité mondiale. En préambule du sommet du G7⁴ de Hiroshima, une déclaration a été faite sur la nécessité de résilience des chaînes mondiales d'approvisionnement... par une concurrence loyale mettant fin à « *la dépendance à l'égard de la Chine dans le domaine des semi-conducteurs, des minéraux essentiels et d'autres secteurs* ». Dans la foulée, les dirigeants du G7 se sont même mis d'accord samedi sur une nouvelle série de mesures visant à stimuler la sécurité économique, tout en cherchant à adopter une approche commune pour réduire les risques – « *dérisquer* », selon le nouveau mot d'ordre de l'économie libérale – et diversifier leurs liens économiques respectifs avec Pékin et Moscou, par une intensification de la coopération avec les économies émergentes dans les domaines des infrastructures et de l'industrie numérique.

¹ *Nixon in China* est un opéra composé en 1987 par John Adams, portant sur le thème de la visite de Richard Nixon en Chine en 1972, où il rencontre Mao Zedong et d'autres officiels chinois, marquant un tournant dans les rapports sino-américains.

² *Time Magazine*, 29 janvier 1979, entretiens entre Jimmy Carter et Deng Xiaoping.

³ Qilín (麒麟), « *cheval dragon* » issu de la mythologie chinoise, équivalent de la « *licorne* » dans les légendes occidentales.

⁴ 49^{ème} sommet du G7 à Hiroshima (Japon) entre le 19 et le 21 mai 2023.

Ces mesures comprendraient une nouvelle plateforme de coordination contre la coercition économique ainsi qu'une série d'étapes visant à contrer les pratiques de distorsion du marché, en vue de protéger les technologies critiques et sécuriser l'approvisionnement en biens essentiels tels que les minéraux, les semi-conducteurs et les batteries par le biais de partenariats mondiaux. Les dirigeants du G7 n'ont pas manqué non plus de mettre en garde la Chine contre ses « *activités de militarisation* », tout en cherchant, ingénument, à obtenir le soutien de Pékin pour faire pression sur la Russie afin de mettre fin à l'invasion de l'Ukraine. Mais le plus important de ce communiqué final, un jour avant la clôture du sommet, réside sans doute dans cet appel à l'adhésion de Pékin aux normes internationales, par renoncement à « *des politiques et pratiques non commerciales* », « *tentatives unilatérales de modifier le statu quo par la force ou la coercition* » et respect des droits de l'homme, y compris au Tibet et au Xinjiang. Tout porte à croire, malgré les liens encore étroits de certaines économies avec la Chine, que le monde est déjà rentré dans une nouvelle guerre froide entre d'une part l'Occident, dirigé par les États-Unis et d'autre part la Chine.

En tout cas, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Wang Wenbin, ne s'y est pas trompé et a réagi sans plus tarder en lançant une longue diatribe contre des États-Unis, avec un avertissement des plus virulents : « *Le Japon le sait certainement mieux que quiconque grâce à son expérience de l'Accord du Plaza⁵ dans les années 1980. Si les membres du G7 se soucient vraiment de la sécurité économique, ils devraient demander aux États-Unis de cesser de matraquer et de restreindre les autres pays au nom de la sécurité nationale, de cesser d'intimider les autres et de contraindre les alliés à former des blocs exclusifs, de cesser de perturber la sécurité et la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales et de cesser de diviser le monde en deux marchés et deux systèmes, ce qui constitue actuellement la principale menace économique mondiale. Les États-Unis ont intimidé les pays concernés pour qu'ils se dissocient économiquement de la Chine, en imposant un blocus scientifique et technologique à la Chine et en supprimant les entreprises chinoises. Il ne s'agit pas de concurrence loyale, mais d'une grave violation des principes du marché et des règles de l'OMC* ». À n'en plus douter, pour le président XI Jinping, il sera dorénavant difficile de rétablir les relations politiques apaisées, qui sont « *à leur niveau le plus bas depuis des décennies.* » Mais pour la Maison Blanche, s'il est souhaitable de dépasser l'incident du « *ballon-espion* », les questions relatives à Taïwan et aux sanctions contre la technologie chinoise nécessiteront des discussions plus serrées... Les relations commerciales semblent donc se détériorer inéluctablement entre les deux pays. On constate d'ailleurs déjà que le volume total des échanges qui s'élevait à 63,26 milliards de US\$ en août 2022, est tombé à 42,24 milliards de US\$ en février 2023, soit une chute de près de 30% en sept mois. La situation du commerce entre l'Union européenne et la Chine s'est aussi dégradée, au point que le premier partenaire commercial de la Chine en avril 2023 est en fait, contre toute attente, Taïwan.

Depuis la guerre en Ukraine, l'industrie manufacturière chinoise a cependant encore amélioré sa compétitivité par rapport aux pays européens, tandis qu'elle continue de bénéficier de coûts de fabrication inférieurs à ceux des États-Unis. Indéniablement, les grands perdants de cette bataille économique sont les pays de l'Union européenne mais, par ricochets, la détérioration de ces relations commerciales finira également par nuire à l'économie américaine. La Chine, quant à elle, s'engage subrepticement dans une politique de découplage, tandis que ses investissements directs à l'étranger – qui ont augmenté de 18% au premier trimestre de cette année – sont en grande majorité orientés vers l'Asie. Les membres du G7 et les États-Unis en premier lieu, pourraient découvrir qu'ils ont encore besoin de la Chine peut-être plus qu'ils ne le croient, au point de s'interroger sur quel pays, des États-Unis ou de la Chine, l'impact du découplage sera le plus sévèrement ressenti. Concomitamment, les récents commentaires du président français Emmanuel Macron selon lesquels l'Europe ne devrait pas se laisser « *entraîner dans des crises qui ne sont pas les [siennes]* » trahissent un certain embarras chez les principaux alliés des États-Unis.

⁵ Les *Accords du Plaza*, du nom de l'hôtel Plaza à New York, ont abouti à un accord monétaire sur les taux de change signé le 22 septembre 1985 entre les États-Unis, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, le Royaume-Uni et la France.

Pour la France et l'Allemagne principalement, la Chine constitue indubitablement un marché d'exportation important sur de nombreux produits... La signature récente de 18 accords de coopération par 46 entreprises françaises et chinoises dans de nombreux secteurs souligne même une volonté de renforcement et d'accélération de ces relations commerciales. Quant à l'Allemagne, le total de ses échanges avec la Chine a augmenté de 21% par rapport à 2021. L'Allemagne importe de Chine environ deux-tiers de ses éléments de terres rares, dont la plupart sont indispensables à la fabrication de batteries, de semi-conducteurs et d'aimants des voitures électriques.

En fin de compte, pour l'ensemble des partenaires, Chine et États-Unis compris, le coût de découplages technologiques l'emporterait sur les avantages compétitifs, sans même devoir prendre en compte les dommages que causeraient des mesures de représailles, telles que les protections douanières, les opérations de contingentement, l'arrêt total des approvisionnements ou la réduction drastique de l'accès aux marchés.

À l'évidence, quelle que soit la détermination des uns ou les tergiversations des autres, qu'ils se considèrent partenaires ou protagonistes, il est encore difficile d'imaginer concrètement et sereinement le passage radical d'une situation « **de convergence d'intérêts à de frileux antagonismes** ».

Depuis plusieurs décennies, la Chine s'était attachée à soigner son image internationale et, à l'exception de la période post-Tiananmen (1989), sa croissance économique et sa capacité à relever spectaculairement le niveau de vie de sa population ont suscité l'admiration du monde entier. Évidemment, Pékin ne renonce toujours pas à séduire et à renforcer son attractivité, mais ses opérations d'influence se sont considérablement durcies durant la décennie précédente. Ce qui fait dire à certains observateurs que l'on assiste peut-être, depuis l'arrivée au pouvoir de XI Jinping, à un tournant de l'histoire où désormais pour Pékin « *il est plus sûr d'être craint que d'être aimé* ⁶ ». Cette impopularité prend des proportions telles qu'elle contribue à dégrader sensiblement l'image de la Chine et à offrir opportunément au G7 le prétexte de la contrer officiellement sur les questions épineuses de démocratie et d'écologie – telles que la censure, les droits de l'homme ou l'utilisation excessive du charbon pour son énergie... même s'il est probable que l'économie des États-Unis serait plus menacée par une Chine démocratique et ouverte. La puissance de son modèle de développement constitue à présent un véritable enjeu. Cette inquiétude palpable est renforcée par les avancées du miracle asiatique dans son ensemble, au détriment du monde occidental et de l'Europe en particulier, en dépit du constat de la participation de ces économies émergentes, volontairement ou non, à la domination de l'US\$ comme outil de transaction.

Actuellement, l'efficacité des sanctions occidentales dans les conflits internationaux – contre l'Iran, puis contre la Russie – repose sur l'hégémonie des systèmes financiers principalement américains, tels que le système SWIFT⁷, reliant toutes les banques internationales entre elles. Toutefois, la montée en puissance de mécanismes financiers non-occidentaux, tels que le CIPS⁸ chinois et les monnaies numériques de banques centrales telles le e-Yuan, pourraient à moyens termes bouleverser le paysage financier international en atténuant l'emprise des États-Unis. Grâce à ces mécanismes, la Chine est en effet en train de se doter d'une capacité à la fois défensive – en permettant à des entreprises internationales d'opérer sur son marché – et offensive – en privant certains pays d'accès à son marché et à ses chaînes de production manufacturières – selon une stratégie similaire en tous points à celle des États-Unis.

⁶ *Le Prince*, écrit en 1513 et publié en 1532, Nicolas Machiavel (1469-1527)

⁷ SWIFT – *Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication* – société privée de droit belge créée en 1973, offre une plate-forme de messagerie sécurisée en vue de transmettre des informations pour la réalisation de virements bancaires. Plus de 11 000 organisations bancaires, infrastructures de marché et entreprises en sont clientes dans plus de 200 pays et territoires.

⁸ CIPS – *China International Payments System* – infrastructure du marché financier en Chine créée en 2015, offre des services de compensation et de règlement pour paiements et échanges transfrontaliers en Yuan. 980 institutions financières dans 96 pays ont utilisé ce système en 2020 et considérément plus ces tout derniers temps.

Ainsi, les pays sous la menace de sanctions financières pourraient, grâce à la Chine, réaliser des transactions sans recours aux outils financiers occidentaux... au risque cependant de créer de nouvelles dépendances vis-à-vis de Pékin. D'autres États que l'Iran ou la Russie, inquiets de voir à quel point le dollar américain est devenu une « *arme de guerre* » susceptible de détruire leur économie, pensent à trouver une alternative. L'Arabie saoudite, le grand allié des États-Unis dans la région du Golfe, a laissé entendre qu'elle pourrait désormais coter son or noir en Renminbi (Yuan). La Chine achète trois fois plus de pétrole saoudien que les États-Unis, et absorbe 20% des exportations du royaume. Plus globalement, la Chine peut faire valoir le poids de son économie et de ses échanges avec le reste du monde, avec une emprise monétaire croissante, notamment par le biais des projets financés dans le cadre de la *Route de la soie*. Une quinzaine de pays africains possèdent désormais du Yuan dans leurs réserves.

Plus encore qu'aux États-Unis, l'essor de l'économie numérique permet à la Chine de remettre en cause du monopôle des banques dans le système des paiements électroniques par les acteurs privés – avec Alibaba sur *Alipay* et Tencent sur *Wechat Pay* – tandis que les autorités préparent la généralisation de la monnaie numérique de la banque centrale, avec le e-Yuan. Pékin a commencé depuis l'an dernier à intégrer le e-Yuan au projet des *Nouvelles routes de la soie*, dans la perspective d'une compétition avec le US\$ pour une prépondérance internationale de leur monnaie numérique. À titre de tests d'ailleurs, ce type d'échanges libellés en monnaie numérique chinoise, commence à prendre place à Hong Kong, en Thaïlande et aux Émirats arabes unis... La dé-dollarisation de l'économie mondiale prendrait ainsi la forme, selon les Chinois, d'une lutte contre la domination militaire et économique des États-Unis.

De même, le cyberspace a déjà radicalement transformé les rapports de force et serait en train de contribuer à l'établissement d'un ordre mondial nouveau, ne serait-ce que par la multiplication des activités de communication, de contrôle et de renseignement qu'il favorise à une échelle jamais expérimentée jusqu'à présent. Plus encore, « *l'arme cyber* » est dorénavant une composante majeure des arsenaux de nombreux pays, avec en tête les États-Unis, la Russie, la Chine, Israël, l'Iran, la Corée du Nord... L'une des plus notables cyberattaques connues est celle de la paralysie pendant plusieurs semaines des administrations et des banques estoniennes en 2007. La Russie, qui en serait à l'origine, se serait bien livrée à un acte de guerre, qui n'aurait pas manqué d'impressionner nombre d'autres pays.

Dès lors, il est établi que le cyberspace est le lieu permanent d'affrontements, dans lequel même de petits États peuvent prétendre à une capacité de nuisance, y compris contre les grandes puissances. Dans ce domaine encore, la rivalité sino-américaine surplombe la compétition mondiale depuis plusieurs années, mais elle s'est accélérée avec la 5G et l'emprise mondiale de Huawei sur ce marché. Le Président chinois Xi Jinping a déclaré que « *l'innovation technologique est devenue le principal champ de bataille du jeu global et la concurrence pour la domination technologique va atteindre des niveaux de férocité sans précédent.* » Et ce danger n'a pas échappé à l'ancien PDG de Google (2001-2011), Eric Schmidt, qui avertit de ce que « *sur chacune des technologies fondamentales du XXI^e siècle – intelligence artificielle, semi-conducteurs, 5G, informatique quantique, biotechnologies et énergie verte – la Chine pourrait bientôt être le leader global.* »

Le cyberspace est en train de devenir un espace de rapports de force entre nations, et plus exactement entre blocs idéologiques distincts poussant à une fracture du réseau global. Initialement, l'Internet se voulait libre et ouvert, favorable à la mondialisation, pour muter petit à petit en un enjeu stratégique et un nouvel espace d'influences, de confrontations et de rapports de force entre différentes puissances mondiales et, *a fortiori*, entre les États-Unis et la Chine.

Le processus de militarisation du cyberspace, résultant de la rivalité entre les puissances étatiques, en a fait une des composantes supplémentaires à la guerre conventionnelle. Cette rivalité économique et géopolitique incessante et amplifiée risque d'entraîner les États-Unis et la Chine, et le monde entier à leur suite, dans des « *lutttes incontrôlables d'influence et d'extra-territorialité* ».

L'interdépendance économique à travers les chaînes mondiales de valeur et d'approvisionnement interfère avec la notion de technologies « *duales* » partagées entre l'usage civil et la « *militarisation* » – ou « *arsenalisation* ». Vice-et-versa, dans une logique de coercition au-delà du simple domaine militaire, elle peut induire un large spectre d'applications dans les domaines juridique, financier, économique, sécurité alimentaire, technologique, informationnel, logistique...

Tout comme le secteur civil, le monde de l'armement connaît une profonde transformation en raison d'évolutions technologiques majeures, comme l'intelligence artificielle, l'autonomie des systèmes ou encore la deuxième révolution quantique. N'ayant pas atteint leur maturité, ces technologies restent à encadrer pour aboutir à des applications performantes et des usages maîtrisés. Cependant, ce processus de normalisation n'a rien de neutre, car il ne découle pas simplement d'un besoin de références communes et d'harmonisation des systèmes. Le processus de standardisation est avant tout le moyen pour certains acteurs de pousser leur avantage un peu plus loin. Par la persuasion ou l'influence, les acteurs les plus efficaces tentent d'orienter la standardisation vers les solutions qu'ils ont eux-mêmes choisies et développées, en rendant moins attractives les alternatives possibles. La normalisation résulte dans la plupart des cas d'un rapport de force et reflète des jeux stratégiques servant à s'imposer. En standardisant, il est possible de pénaliser, voire de bloquer le développement d'approches alternatives et de placer les protagonistes dans une relation de dépendance. Non seulement le leader a la main sur le processus normatif, mais il peut aussi verrouiller le domaine technologique en contrôlant des brevets essentiels et un savoir-faire difficile à acquérir, ou encore en atteignant une masse critique de production impossible à rattraper. C'est le cas pour des composants spatiaux ou militaires fabriqués en grande série aux États-Unis. À titre d'illustration, la domination américaine dans le domaine des microprocesseurs est édifiante : Les États-Unis produisent moins du cinquième des puces dans le monde, mais ils détiennent les trois-quarts des brevets et des modèles de la microélectronique mondiale. Couplé avec les règles ITAR⁹ – servant en principe à éviter la prolifération technologique dans l'armement – les États-Unis ont la possibilité de contrôler l'usage supposé d'une large gamme de microprocesseurs de la part de n'importe quelle entreprise ou d'un quelconque État... Grâce aux lois *CHIPS & Science Act* et *Inflation Reduction Act* ou d'autres initiatives, l'administration Biden a considérablement augmenté le niveau d'engagement économique du gouvernement américain, en particulier dans les secteurs à forte intensité technologique... sans être assurée pour autant d'être à l'abri d'un rattrapage technologique, voire d'une distanciation par substitution ou disruption scientifique et technologique de la part de la Chine.

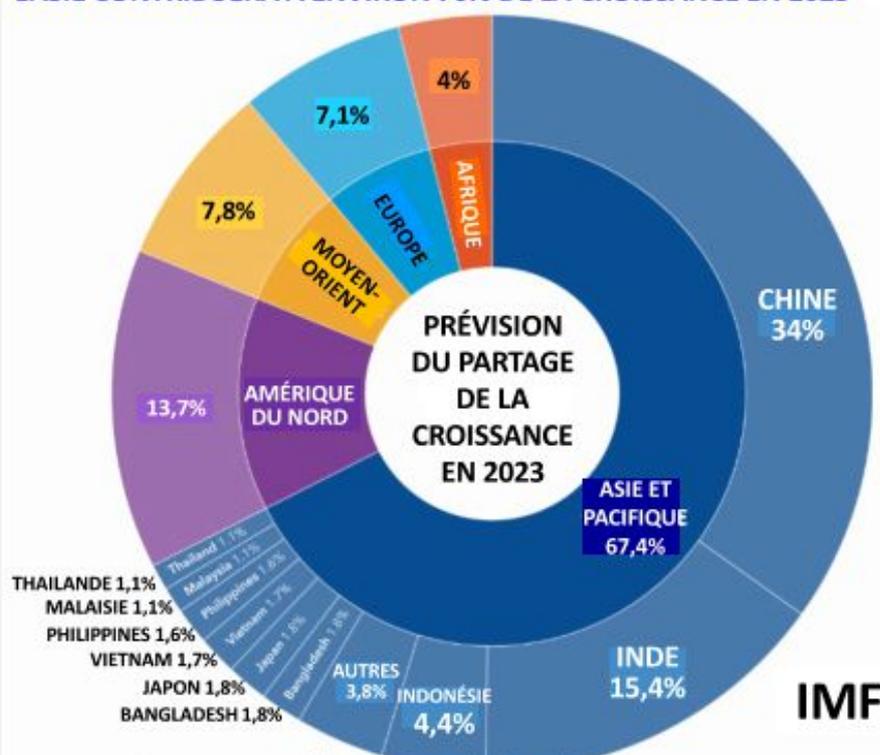
Et le conflit entre les deux géants se décline sur deux fronts, celui de la puissance géostratégique et militaire et celui du leadership dans la révolution informatique mondiale. À ce titre, les microprocesseurs sont en ce premier quart du XXI^e siècle l'équivalent de la vapeur à la fin du XVIII^e siècle et de l'électricité à la fin du XIX^e siècle. Ces deux pays dominant totalement la planète et leur conflit qui les opposeront sont à la mesure d'un PIB représentant pour eux deux 43% du niveau mondial, de dépenses militaires cumulées égales à près de 60% du total mondial, de 100% des grandes plateformes numériques mondiales avec les GAFAM américains et les BATHX chinois. L'Europe, en marge de cette transformation totale, en deviendrait la proie de choix... Mais le FMI¹⁰ donne une perspective beaucoup plus frappante sur deux périodes – l'une pour 2023 et l'autre pour la période 2023 et 2028 – quant aux principales contributions des États à la croissance de l'économie mondiale.

⁹ ITAR - *International Traffic in Arms Regulations* – réglementation des États-Unis pour le contrôle de la fabrication, la vente et la distribution d'objets et de services liés à la défense et à l'espace, tels que définis dans l'USML (*United States Munitions List*). La liste concerne aussi les plans, schémas, photos et autres données techniques utilisées pour construire des engins militaires.

¹⁰ Le FMI – *Fonds monétaire international* – regroupe 190 pays et a pour objectif « *la promotion de la coopération monétaire internationale, la garantie de la stabilité financière, la facilitation des échanges internationaux, la contribution à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et le recul de la pauvreté* ». Le FMI fournit des crédits aux pays qui connaissent des difficultés financières (banques, marchés financiers) ou les flux d'échanges de commerce international avec les autres pays.

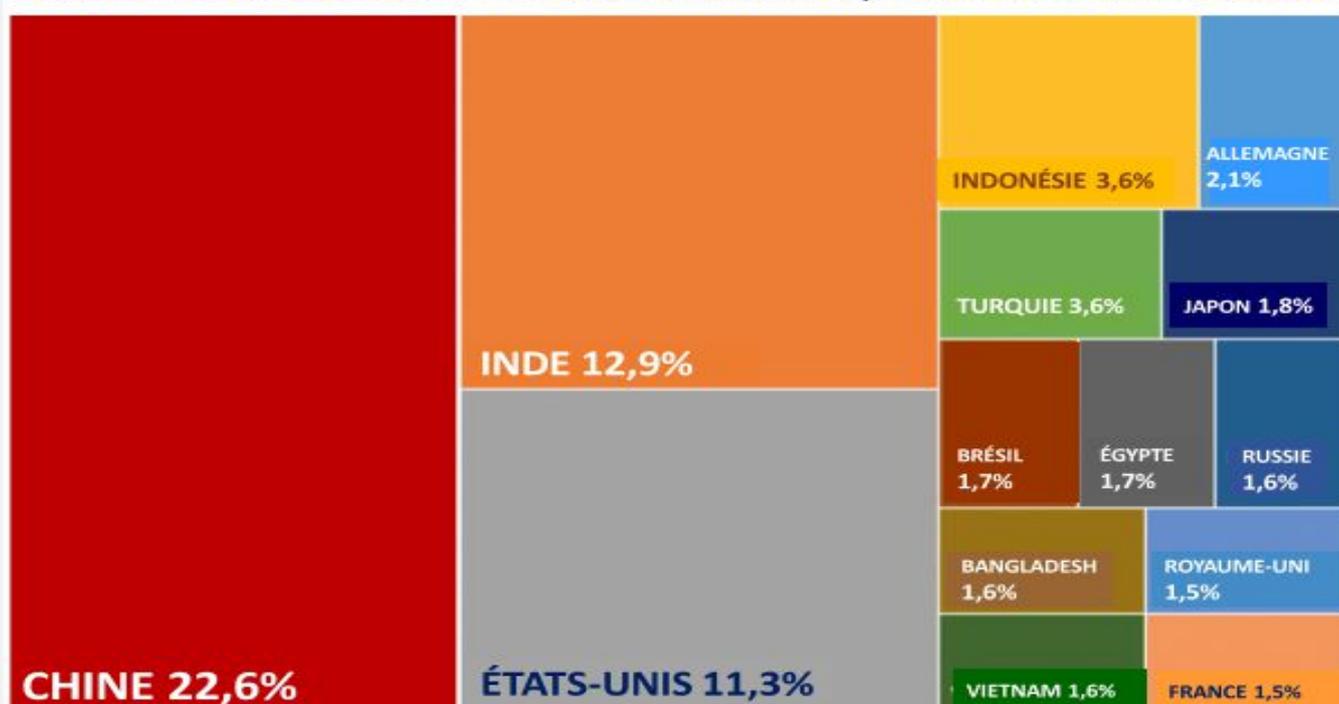
UN RÔLE MOTEUR

L'ASIE CONTRIBUERA À ENVIRON 70% DE LA CROISSANCE EN 2023



Pour la période 2023–2028, le FMI prévoit une répartition de la croissance économique mondiale entre la Chine à 22,60%, l'Inde à 12,90%, les États-Unis à 11,30% ; l'Indonésie à 3,60% ; l'Allemagne à 2,10% ; la Turquie à 2,10% ; le Japon à 1,80% ; le Brésil à 1,70% ; l'Égypte à 1,70% ; la Russie à 1,60% ; le Bangladesh à 1,60% ; le Royaume-Uni à 1,60% ; le Vietnam à 1,60% ; la France à 1,50%.

CONTRIBUTION À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE 2023-2028



Il ne faudrait surtout pas se méprendre sur la réactivité de la Chine, non plus sur sa capacité d'anticipation par rapport au rôle moteur des technologies avancées, ni enfin la part prépondérante qu'elle ambitionne de prendre en matière de normalisation au niveau mondial. Bien avant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, la Chine avait commencé à bloquer les technologies occidentales qui tentaient d'entrer sur son marché, en particulier dans le contexte d'internet et des plates-formes numériques. Il ne s'agit pas seulement pour les États-Unis d'essayer de contenir la technologie chinoise. Il lui faut aussi essayer de comprendre comment la Chine envisage de choisir les meilleures voies technologiques et de déterminer les secteurs à délaissier. Les opérations de découplage technologique entre la Chine et les États-Unis sont plus complexes qu'il n'y paraît à première vue. Car cela implique en effet de projeter, avec le minimum de casse, la sortie des chaînes de valeur ou d'approvisionnement qui ont été mises en place de longue date dans l'intérêt bien compris de tous les partenaires économiques. Le fait de passer brutalement d'une position confortable d'hyper-mondialisation à une orientation de développements séparés, nécessite une révision radicale des stratégies avec un très long processus de changement de normes.

Il est avant tout nécessaire de réaliser que, en ce début de XXI^e siècle, les semi-conducteurs constituent le socle de la « 4^{ème} Révolution industrielle » et l'avenir du commerce mondial. De ce fait, tous les pays sont exposés, comme cela a pu être observé ces dernières années lors de la pandémie du Covid-19, à de dramatiques pénuries. En particulier, au cours du premier trimestre 2021, les chaînes de production de tous les objets connectés – depuis les smartphones aux appareils électroménagers, en passant par les systèmes d'aide à la conduite – se sont arrêtées sur de longs mois et l'industrie a été particulièrement touchée dans les pays occidentaux, entraînant des réductions importantes de production et des pertes de revenus de plusieurs milliards de US\$. Les prémices de la crise des semi-conducteurs remontent aux premiers jours de la pandémie, lorsque les ventes d'automobiles ont chuté dans le monde entier – jusqu'à 80 % en Europe. Dans le même temps sous l'effet de la généralisation du travail à distance, la demande d'ordinateurs personnels, de serveurs et d'équipements de communication câblée s'est fortement accélérée. Ainsi, alors que les commandes de semi-conducteurs des constructeurs automobiles – utilisés dans les capteurs de pression de carburant, les compteurs de vitesse numériques, les écrans de navigation... – ont fortement chuté, les commandes d'ordinateurs personnels ont littéralement explosé, sans qu'il ait été même possible de trouver des produits de substitution.

La construction de nouvelles unités de fabrications de semi-conducteurs – « *wafers fabs* » – relèverait d'un processus extrêmement lent – trois ans au minimum – et gourmand en investissements – salle blanche, notamment – à raison de quelques 5 milliards de US\$. De surcroît, la technologie 5G, qui était au même moment en train de se déployer et dont la mise en œuvre repose sur le même type de puces semi-conductrices, était confrontée aux mêmes pénuries. Et la question de son développement se pose de façon aiguë au fur et à mesure de la recrudescence des besoins de consommation en matière de technologies numérisées et connectées, telles que l'intelligence artificielle, le stockage des données et toutes les industries vertes des transitions énergétique et climatique. Également, la création de puces spécialisées pour l'informatique quantique, par exemple, susceptibles d'améliorer radicalement l'industrie pharmaceutique ou les programmes de développement durable, pourrait aggraver plus encore cette situation délétère, que certains économistes estiment devoir persister au moins jusqu'à l'été 2025, sans préjuger de la consommation de nouveaux produits...

Ces pénuries de la période de pandémie ont donc été révélatrices des risques d'interdépendance et ont poussé certains pays à projeter des relocalisations, ne serait-ce que pour raccourcir les chaînes d'approvisionnement ou gagner en souveraineté. Ces ambitions sont cependant restées velléitaires, très vite contrariées par l'apparition d'autres contingences assez difficiles à surmonter. Il s'est en effet très vite avéré nécessaire d'améliorer l'attractivité des territoires pressentis par l'installation d'unités de fabrication coûteuse ou d'échafauder des programmes de formation de personnels idoines, tant pour les « *talents* » et les chercheurs, que pour la main-d'œuvre artisanale et l'ensemble indispensable de sous-traitances.

Il convenait également d'envisager l'approvisionnement de matières premières critiques et la mise en place de conditions d'extraction et d'exploitation minière ou de raffinages qui ne sont plus socialement et écologiquement acceptées – si ce n'est acceptables – dans la plupart des pays occidentaux. Si la fabrication de puces est plus coûteuse dans des endroits moins favorisés au plan économique, il est de moins en moins possible de trouver de grandes quantités d'énergie électrique stable et suffisamment d'eau pure indispensables à certains processus de fabrication des semi-conducteurs.

Les mesures drastiques d'interdiction de livraison à la Chine de semi-conducteurs 'hauts de gamme' – et des équipements capables de produire des semi-conducteurs de taille inférieure à 10 nanomètres – imposées par les États-Unis en octobre 2022 aux Pays-Bas, ont souvent été contournées. La Chine montre de plus en plus de capacité à atteindre de hautes performances scientifiques sur des technologies de plus en plus pointues et sophistiquées grâce à des efforts considérables de financement-subventions et d'éducation-recherche.

S'il n'est pas certain que la Chine parvienne à surmonter la barrière technologique que les États-Unis ont érigée dans de nombreuses technologies clés, il est probable que Pékin s'orientera sur son propre système de standardisation en proposant une coopération aux économies émergentes qui n'hésiteront pas à partager les effets bénéfiques de transferts substantiels, d'autant plus volontiers qu'ils contourneraient les réticences antérieures et griefs politiques de l'Occident.

En revanche, les pays européens restent soucieux de respecter leur alliance avec les États-Unis, sans pour autant manquer de préserver leurs relations commerciales avec la Chine... L'Union européenne, sur le principe, semble réticente à l'idée de contenir la Chine au plan technologique, mais les pays européens devraient impérativement « *dérisquer* » leur économie et sortir d'une interdépendance contraignante, en essayant de diversifier leurs sources d'importation par rapport à la Chine...

La question en suspens reste celle de la dépendance qui résultera de la rivalité entre les États-Unis et la Chine, déjà orientés vers des « *écosystèmes technologiques dissociés de deux mondes divergents* ».

容勵 – Róng lì

CHIMÉRIQUE CHINAMÉRIQUE

水中捞月

ATTRAPER LA LUNE DANS L'EAU¹¹

DE LA CONVERGENCE D'INTÉRÊTS À DE FRILEUX ANTAGONISMES

INFLUENCES, EMPRISES ET EXTRA-TERRITORIALITÉ

ÉCOSYSTÈMES TECHNOLOGIQUES DISSOCIÉS DE DEUX MONDES DIVERGENTS

* *

*

¹¹ 水中捞月 (shuǐ zhōng lāo yuè) – Vouloir attraper la lune dans l'eau (nourrir des espoirs chimériques).

DE LA CONVERGENCE D'INTÉRÊTS À DE FRILEUX ANTAGONISMES

DÉROUTANTE MONDIALISATION ET DÉSILLUSIONS AMÉRICAINES

« *Nixon in China* » – *Quand la géopolitique s'invite sur une scène d'opéra* : L'opéra *Nixon in China* (1987), œuvre majeure de la fin du XXe siècle, est entré tout récemment au répertoire de l'Opéra national de Paris. Drame historique et politique en trois actes, l'œuvre de John Adams est composée sur un livret d'Alice Goodman, et mise en scène dans cette version par Valentina Carrasco. Son intrigue repose sur un événement emblématique des mutations géopolitiques de la fin du XXe siècle : la visite de Richard Nixon en Chine en février 1972. À la lumière des tensions croissantes des relations sino-américaines et de la visite récente d'Emmanuel Macron et d'Ursula Von Der Leyen à Xi Jinping, cette production est une occasion de convoquer les grandes questions internationales du XXe et du XXIe siècles sous l'angle de l'opéra et du chant lyrique. Non que la représentation de la politique à l'opéra soit une nouveauté : il est admis que le *Nabucco* (1842) de Verdi illustre et même engendre les prémices de l'unité italienne, de même que la dernière phase de l'expansion de l'Empire russe au XIXe siècle trouve sa voix, dans les appartements du Kremlin, dans la célèbre leçon de géographie de Fiodor dans le *Boris Godounov* (1869) de Moussorgski. Mais dans ces deux cas, comme dans beaucoup d'autres opéras, la transposition dans d'autres époques et d'autres lieux induit une distance temporelle considérable entre l'époque de la composition et l'univers de l'opéra. L'histoire y a donc essentiellement un statut métaphorique alors même que la musique produit à chaque représentation un effet inverse d'immédiateté. Si l'opéra peut déclencher des passions politiques, la politique elle-même n'est-elle pas une forme d'opéra ? Fondé sur les temps forts du voyage de Nixon à Pékin en février 1972 au cours duquel le président américain, accompagné de son épouse et du conseiller Henry Kissinger – architecte de cette visite historique – rencontre les hauts dignitaires du régime communiste chinois, *Nixon in China* répond à cette question. <https://www.revueconflits.com/nixon-in-china-quand-la-geopolitique-sinvite-sur-une-scene-dopera/>

The US and China talk and taunt: The US and China came to Singapore's *Shangri-La* security dialogue. The face-off presented as drama and fight. As the reigning champ, the US got to throw the first public punch in the first session on day one. As challenger, China starred in a mirror session, to start day two. This was conference scheduling to express the drama that today obsesses the Indo-Pacific. Beyond the public performances, US Defense Secretary Lloyd Austin and China's Defence Minister Wei Fenghe had a bilateral meeting plus two ministerial forums chaired by Singapore's Defence Minister Ng Eng Hen. <https://www.aspistrategist.org.au/the-us-and-china-talk-and-taunt/>

Readout of President Joe Biden's meeting with President Xi Jinping of the People's Republic of China: President Joseph R. Biden, Jr. met on November 14 with President Xi Jinping of the PRC, in Bali, Indonesia. The two leaders spoke candidly about their respective priorities and intentions across a range of issues. President Biden explained that the United States will continue to compete vigorously with the PRC, including by investing in sources of strength at home and aligning efforts with allies and partners around the world. He reiterated that this competition should not veer into conflict and underscored that the United States and China must manage the competition responsibly and maintain open lines of communication. The two leaders discussed the importance of developing principles that would advance these goals and tasked their teams to discuss them further. President Biden underscored that the United States and China must work together to address transnational challenges – such as climate change, global macroeconomic stability including debt relief, health security, and global food security – because that is what the international community expects. The two leaders agreed to empower key senior officials to maintain communication and deepen constructive efforts on these and other issues. They welcomed ongoing efforts to address specific issues in U.S.-China bilateral relations, and encouraged further progress in these existing mechanisms, including through joint working groups. They also noted the importance of ties between the people of the United States and the PRC. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/11/14/readout-of-president-joe-bidens-meeting-with-president-xi-jinping>

Washington-Pékin – Compétition, interdépendance ou « Chinamérique » ? : L'interdépendance économique entre les États-Unis et la Chine s'explique en grande partie par le caractère complémentaire des deux économies au cours des trois dernières décennies. Elle est dès lors le résultat d'une convergence d'intérêts, dont l'entrée de la Chine dans l'OMC est la meilleure illustration. Mais aujourd'hui, la montée en puissance économique de la Chine n'est pas simplement le résultat des réformes indispensables et spectaculaires engagées par Deng Xiaoping à partir de 1978. Pékin a suivi de près l'ascension de ses voisins, notamment le Japon. Le « *miracle japonais* », qui a permis à ce pays de passer en deux décennies d'un état de ruines à celui de puissance économique majeure, est l'inspiration de la Chine en matière de décollage économique, après avoir été celle de Taiwan et de la Corée du Sud. L'émergence de la Chine s'est inscrite dans ce « *modèle* » et elle a notamment puisé dans l'expérience de ces dragons un élément essentiel de sa stratégie qui consiste à combiner des industries exportatrices dynamiques et la protection des industries locales. Mais ces dragons n'étaient pas de taille à déstabiliser durablement l'économie mondiale, juste à y participer. La Chine, elle, accède au rang de grande puissance économique, à la faveur de son poids démographique, avant même d'avoir achevé son « *rattrapage* » économique. Le terme de « *Chinamérique* » fut pour sa part inventé par l'historien Niall Ferguson et l'économiste Moritz Schularick, en référence aux interactions entre la Chine et les États-Unis, et les implications sur le reste du monde. Ce terme est une autre manière de décrire un éventuel G2, en insistant d'avantage sur la relation étroite et la situation d'interdépendance entre les deux pays. <https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2015>

Understanding legislative trends – The 117th U.S. Congress on U.S.-China relations: The 117th Congress of the United States (2021–2022) ended on January 3, 2023. The passage of significant pieces of legislation like the *American Rescue Plan Act* of 2021, the *CHIPS and Science Act*, and the *Inflation Reduction Act* of 2022 reflect the character of this Congress and provide context for understanding China-related legislation. The legislative activism involving China that started during the Trump years continued with the 117th Congressional session; attempts to decouple the relationship between the top two world economies accelerated and more China-related bills and resolutions were proposed and passed. Congressional hawks have successfully turned the tides, contributing greatly to the new direction of bilateral relations. Domestic politics and unforeseen events such as the COVID-19 pandemic played a significant role in the rapid deterioration of U.S.-China relations. Thus, the relevant questions are: Is the Democratic-controlled Congress and White House steering the bilateral relationship in a new direction, given the strong pressure from Republican legislators to push for decoupling? In Congress, who are the key figures of the political opposition to China? How did the China hawks in Congress and the administration shape laws and policy toward China? Without question, congressional activism against China has grown in recent years. Anti-China sentiments documented by a recent study show that China is by far the top country featured in “*foreign affairs*” Tweets by members of Congress on social media. Congress moved away from its traditional “*episodic and reactive*” involvement in U.S.-China policy and adopted a more comprehensive and bipartisan approach toward China. <https://uscnpm.org/2023/04/20/understanding-legislative-trends-the-117th-us-congress-on-us-china-relations/>

La reconfiguration des chaînes de valeur mondiales à la lumière de la guerre commerciale sino-américaine et de la pandémie mondiale : La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine à partir de 2018 et la crise sanitaire liée à la Covid-19 à partir de 2020 incitent à se défaire des chaînes de valeur mondialisées. Pourtant, ce modèle, qui organise depuis les années 1990 la production industrielle et les échanges à l'échelle mondiale, a déjà connu d'importantes transformations : à mesure que les avantages de chaînes éloignées s'estompaient, les entreprises ont commencé à déplacer leurs chaînes de production dans d'autres pays ou régions que la Chine ou l'Asie. Aujourd'hui, parce que la proximité avec le client est stratégique, la reconfiguration des chaînes de valeur va plus loin encore : réorientations géographiques et restructurations des chaînes se conjuguent. <https://www.cairn.info/annuaire-francais-de-relations-internationales-9782376510413-page-617.htm>

Perturbations des chaînes de valeur mondiales : Dès les premiers mois de 2020, les chaînes de valeur mondiales se sont retrouvées sous pression alors que la production manufacturière était interrompue presque partout sur la planète. Très rapidement, la sévère pénurie d'équipement de protection individuelle – masques, gants, blouses – nous a rappelé à quel point nous étions tributaires d'autres pays pour nous approvisionner en biens subitement devenus essentiels. Selon certains analystes, c'est la trop grande complexité des CVM et leur incapacité à s'adapter à un paysage géopolitique changeant qui sont responsables de cette situation. Les solutions proposées ? Relocaliser la production à l'intérieur de nos propres frontières et diversifier les réseaux d'approvisionnement pour réduire notre dépendance par rapport à la Chine. <https://www.revuegestion.ca/perturbations-des-chaines-de-valeur-mondiales-quelles-lecons-pouvons-nous-tirer-de-la-pandemie>

Les chaînes de valeur mondiales à l'épreuve de la crise : Fin janvier 2020, lorsqu'il est apparu que les mesures de confinement prises par les autorités chinoises bloquaient largement la production du pays, il est très vite devenu évident que cette paralysie allait être contagieuse. Dès le 4 février, Hyundai, cinquième constructeur mondial, annonçait que la rupture d'approvisionnement des pièces et composants venant de Chine le contraignait à suspendre les opérations de ses usines en Corée, et l'inquiétude de répercussions similaires se répandait dans le monde entier, tandis que de nombreux industriels s'inquiétaient du tarissement de leurs débouchés en Chine. Cette évolution ne reflète pas seulement des échanges de biens plus fréquents ou plus massifs, elle révèle également l'importance croissante de productions coordonnées à l'échelle internationale. C'est ce que recouvre le terme chaîne de valeur mondiale, utilisé pour désigner le fait que différentes étapes de production, réparties entre plusieurs pays, trouvent leur logique dans une étroite complémentarité, l'enchaînement des fabrications intermédiaires et des transformations débouchant sur un produit fini. Une organisation internationale de la production à grande échelle Des relations commerciales plus intenses permettent une plus grande division du travail, c'est-à-dire une répartition des tâches entre les pays en fonction de leurs avantages comparatifs. Les chaînes de valeur sont internationales, voire mondiales, dans une certaine mesure, depuis longtemps. Mais ce qui était une modalité de commerce parmi d'autres a pris une importance de premier plan lorsque l'intensification des échanges s'est accompagnée du développement à grande échelle d'une production internationale. http://www.cepii.fr/PDF_PUB/em/2021/em2021-02.pdf

Mondialisation – L'illusion du recentrage des chaînes de valeur : L'urgence de restaurer notre indépendance à l'égard des composants les plus sensibles, dans les domaines de la santé ou des puces notamment, a pour corollaire la nécessité de relocaliser et de raccourcir les chaînes d'approvisionnement sur le champ circonscrit des activités dites stratégiques : la sécurité, la santé, l'alimentation, notamment. Les plans de relance – américain comme européen – ont placé d'idée de l'autonomie stratégique au cœur de leurs préoccupations. La crise constitue bien un accélérateur de la digitalisation des entreprises, atteignant toutes les fonctions et notamment la relation client. Et les marchés misent sur la captation croissante de valeur par les géants du numérique, renforçant l'assise américaine dans les chaînes occidentales. Et le même scénario se dédouble en Asie, avec la Chine pour pivot et concurrent des États-Unis. Autre accélération, le virage électrique et la montée en puissance des énergies et des solutions de mobilité ou de production qui se revendiquent propres : avec l'extraordinaire bond en avant de Tesla, bien sûr, mais aussi de grands acteurs des solutions énergétiques et du stockage de l'électricité comme *General Holdings* ou *Emphase Energy* aux États-Unis ou encore *Schneider Electric* en France qui investit dans les batteries. Derrière cela, un déplacement des chaînes de valeur en amont, vers de nouvelles solutions et donc un déplacement de la géographie des chaînes de valeur qui ne fait que commencer et qui déplace les enjeux géostratégiques sur l'approvisionnement en lithium. Sans être exhaustif, le cas français montre aussi le formidable tremplin qu'a été la crise pour les conglomérats du luxe : Hermès, LVMH, L'Oréal, Kering. Tous ces grands intégrateurs de marques, multi-implantés font une percée. La crise a-t-elle boosté les perspectives de croissance de ces groupes ? <https://www.xerficanal.com/economie/emission/Olivier-Passet-Mondialisation-l-illusion-du-recentrage-des-chaines-de-valeur>

LA CHIMÈRE SINO-AMÉRICAINNE, DE SCISSURES EN FISSURES

Taïwan – L'inquiétude après les menaces de Xi Jinping au XXe Congrès : Le discours prononcé par le président chinois Xi Jinping à l'ouverture du XXe Congrès du Parti communiste suscite bien des réactions inquiètes. En particulier sur le dossier de Taïwan et l'avenir des relations entre la Chine populaire et les États-Unis. En apparence, Xi Jinping s'est contenté de répéter l'antienne du Parti : la « réunification » de Taïwan au continent chinois sous la bannière du Parti est inéluctable et sera réalisée par la force si besoin. Les observateurs auront noté que la question taïwanaise a été abordée très vite peu après le début du discours, Xi Jinping prononçant ses mots avec soin, comme pour bien faire comprendre que son intention de conquérir Taïwan était désormais sa priorité. Revenons d'abord sur les mots employés par Xi. La Chine, a-t-il martelé, ne promettra jamais de renoncer à l'usage de la force pour achever la « réunification », un terme impropre puisque Taïwan n'a jamais été administré par le régime communiste. Le gouvernement taïwanais, sans surprise, a rejeté la « solution pacifique » matinée de menaces exprimées par Xi Jinping. <https://asialyst.com/fr/2022/10/21/taiwan-inquietude-apres-menaces-xi-jinping-xxe-congres-parti-communiste-chine>

Taïwan est plus importante que l'Ukraine : Avec les nouvelles manœuvres chinoises et la dernière gaffe du président Macron, la question de Taïwan est revenue sur le devant de la scène. Malgré son éloignement géographique, l'avenir de cette île de 23 millions d'habitants nous concerne davantage que l'Ukraine. Tout d'abord, puisque les dirigeants occidentaux ont inscrit la guerre entre l'Ukraine et la Russie dans le cadre d'un affrontement entre démocratie et autoritarisme, Taiwan est une démocratie accomplie avec une totale liberté de la presse et une alternance régulière au pouvoir. Au contraire, l'Ukraine est une ploutocratie, dominée par quelques oligarques qui se disputent le pouvoir. Ainsi le célèbre classement des démocraties de *The Economist* plaçait en 2020 l'Ukraine au 35^{ème} rang européen (avec un score de 5.81 sur 10) et Taïwan au premier rang asiatique (avec un score de 8.94). Taïwan se situe au 11^{ème} rang mondial (devant la France 24^{ème}), l'Ukraine étant... 79^{ème}. Pourtant, indépendante depuis 1991, située aux frontières de l'Union européenne, soutenue par les Occidentaux, l'Ukraine a eu largement le temps de moderniser son système politique, alors que la première élection libre à Taïwan date seulement de 1996. Si la défense de la démocratie est autre chose qu'un slogan visant à justifier les interventions militaires américaines en Irak, en Afghanistan ou en Ukraine, Taïwan mérite d'être défendue autant que l'Ukraine. Ensuite, Taiwan produit 60% des semi-conducteurs mondiaux indispensables aux équipements électroniques des voitures comme des smartphones. Une seule entreprise, TSMC, fabriquait 53% de la production mondiale, en 2022. La destruction de ces usines comme leur contrôle par la Chine auraient des conséquences dévastatrices sur l'économie mondiale et, immédiatement, sur notre niveau de vie. <https://www.causeur.fr/taiwan-est-plus-importante-que-ukraine-258705?>

Guerre en Ukraine – Les ambassadeurs chinois convoqués par les États baltes après le tollé provoqué par les propos du représentant de Pékin en France : Indignation internationale après des propos de l'ambassadeur chinois en France. Interrogé vendredi 21 avril sur LCI, Lu Shaye a assuré, au sujet de la Crimée, occupée par Moscou depuis 2014, que le territoire « était, tout au début, à la Russie ». Il a poursuivi son argumentaire, estimant que les pays de l'ex-URSS n'avaient « pas le statut effectif dans le droit international parce qu'il n'y a pas d'accord international pour concrétiser leur statut de pays souverain ». Le diplomate a également appelé à arrêter de « chicaner » sur la question des frontières postsoviétiques. En réaction à ces propos, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ont annoncé convoquer les ambassadeurs chinois « pour demander une clarification ». Les trois États baltes veulent « savoir si la position de la Chine a changé concernant l'indépendance, et rappeler que nous ne sommes pas des pays postsoviétiques mais des pays ayant été illégalement occupés par l'Union soviétique ». Les déclarations de Lu Shaye ont aussi fait réagir la diplomatie française. Pékin a réagi lundi. La Chine respecte le « statut d'Etat souverain » des pays de l'ex-URSS, a assuré la porte-parole du ministère des Affaires étrangères. <https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/guerre-en-ukraine-les-ambassadeurs-chinois-convoques-par-les-etats-baltes>

Biden's China team – Who is Rush Doshi?: With Laura Rosenberger, Biden's former Senior Director for China and Taiwan, having left her post in a long-planned departure, a round of changes has taken place in the White House. It was announced that Rush Doshi, currently the *National Security Council's* Senior Advisor for China and Taiwan, will be appointed as deputy. Doshi stands apart from many other policymakers due to his academic research background in Chinese grand strategy. By way of background, Doshi is a second generation Indian immigrant with a long-time interest in American politics and foreign policy. As a high schooler, he was one of two students in all of New Jersey selected to attend the *American Legion's Boys Nation* program on *Capitol Hill*, a prestigious, week-long trip designed to foster involvement in American politics. He also gathered extensive experience in Chinese politics research. Throughout his undergraduate studies, Doshi assisted Dr. Aaron Friedberg in writing his book, *A Contest for Supremacy* (2012), by translating articles in Chinese foreign policy journals, an experience which undoubtedly laid the foundation for his future research. Evidently a source of inspiration for Doshi, Friedberg, a China scholar at Princeton who served as an NSC advisor in the Bush Jr. administration, has long advocated that the US take a tougher stance on China. Following his graduation from Princeton, Doshi enrolled in graduate courses on Foreign Policy at Yunnan University in Kunming for one year as a *State Department Fulbright Fellow*. Able to conduct research in both Mandarin and Hindi, Doshi continued to research Chinese foreign relations during this time, focusing primarily on Sino-Indian relations. <https://uscnpm.org/2023/04/03/bidens-china-team-who-is-rush-doshi/>

Arsenal juridique chinois – Les entreprises européennes en Chine face à de nouveaux défis stratégiques : Les données sont devenues un enjeu primordial pour les grandes puissances. Chaque pays adopte désormais un arsenal juridique destiné à les protéger. Après l'établissement du RGPD européen, c'est au tour de la Chine de s'affirmer dans ce domaine avec une nouvelle législation aujourd'hui composée de trois grandes lois qui constitue une menace majeure pour les entreprises européennes. Mise en application en juin 2017, la loi de cybersécurité chinoise est divisée en plusieurs textes et englobe des dispositions hétéroclites. Elle n'est pas uniquement restreinte à la protection des données au sens strict du terme. En effet, la législation pose un cadre réglementaire en matière de sécurité sur internet, de protection des informations personnelles sensibles, de sécurité et de souveraineté nationale dans le cyberspace, tant sur le territoire chinois qu'à l'extérieur. Elle concerne donc la construction, l'exploitation, la maintenance et l'utilisation des réseaux sur le territoire chinois. La loi sur la sécurité de la donnée ou *Data Security Law*, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2021, impose de nouvelles obligations aux entreprises sur le territoire chinois et à l'international, dans le traitement de la donnée. Elles sont désormais classées et hiérarchisées selon leur importance par les directives de classification et de notation. Les entreprises se doivent également de créer un système qui garantit la protection des données sous la responsabilité d'un *Data Protection Officer*. De surcroît, l'ensemble des données doivent être stockées en Chine, ce qui implique qu'elles ne peuvent plus être transmises à un organisme judiciaire étranger. Les entreprises ont aussi l'obligation d'informer les utilisateurs sur les incidents de sécurité relatifs aux données et de fournir des évaluations des risques aux autorités chinoises. L'objectif étant de diffuser une culture de la protection des données au sein des entreprises. Enfin, la loi sur la protection des informations personnelles, entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2021, concerne toutes les entreprises et personnes traitant des informations personnelles de ressortissants chinois. Celle-ci a donc vocation à être extraterritoriale. La PIPL impose qu'à partir d'un certain volume d'informations personnelles collectées, les entreprises doivent désormais justifier la finalité de cette collecte en plus d'obtenir le consentement des utilisateurs. Un responsable de la protection des données est également tenu d'être nommé pour superviser le traitement des informations. La loi donne également aux consommateurs chinois des droits pour accéder à leurs données personnelles et des prérogatives sur le traitement de celles-ci. Cette stricte réglementation de l'utilisation des données crée un ensemble de risques pour les entreprises étrangères souhaitant poursuivre leurs activités en Chine. Ce durcissement commercial et juridique a d'ailleurs entraîné le départ du pays des géants américains *LinkedIn*, *Microsoft* et *Yahoo* à la fin de l'année 2021.

Cette ambition chinoise n'est pas sans conséquence pour les entreprises européennes implantées sur ce territoire. Aujourd'hui, l'enjeu pour ces dernières est de comprendre l'arsenal juridique chinois et son utilisation comme levier de puissance numérique mondiale. Un sondage réalisé deux ans après la mise en place de la CSL par la chambre du commerce de l'Union européenne en Chine illustre cet enjeu : seulement 35% des entreprises européennes présentes sur le territoire chinois anticipaient un impact négatif de la loi sur leur activité et 24% d'entre elles s'inquiétaient des risques en matière de protection des données en Chine. S'ajoutent aujourd'hui les contraintes imposées par la PIPL et la DSL qui complexifient la mise en conformité avec le système juridique chinois. <https://portail-ie.fr/analysis/4261/arsenal-juridique-chinois-les-entreprises-europeennes-en-chine-face-a-de-nouveaux-defis-strategiques>

A restraint approach to U.S.–China relations – Reversing the slide toward crisis and conflict: A genuinely hostile Sino-U.S. relationship will at the very least undermine global stability, severely disrupt efforts to manage major common threats such as climate change, and increase greatly the chances of severe crises or even war between the two great powers. Unless reversed or moderated significantly, this negative dynamic is likely, on balance, to produce a genuinely hostile Sino-U.S. relationship that will at the very least undermine global stability, severely disrupt efforts to manage major common threats such as climate change, and increase greatly the chances of severe crises or even war between the two great powers. Our preferred Restraint strategy for Asia centers on replacing the intensifying Sino-U.S. security competition with a regional structure emphasizing bounded and clearly defined areas of competition and red lines, integrated and inclusive (to the maximum extent possible) economic and technological relations, positive-sum political and diplomatic exchanges, and genuinely coordinated, high-priority efforts to combat climate change. Despite long-term efforts, if the Sino-U.S. rivalry in Asia intensifies, and assuming China's aggregate economic and military power continues to grow at a historically low rate of between 3 to 5 percent per annum, Washington will gradually need to adjust to the new power realities in order to best protect its vital interests while avoiding a great power war. The United States should continue to seek cooperation with China on issues critical to its interests and that of the international system. Even in this scenario of deepening rivalry, however, the United States should continue to seek cooperation with China on issues critical to its interests and that of the international system. These include Asian stability, nuclear stability, the environment, and global health. A thinner level of cooperation under rivalry is indeed possible, as was demonstrated by U.S.-Soviet understandings on non-proliferation and arms control during the Cold War. <https://quincyinst.org/wp-content/uploads/2023/04/QUINCY-PAPER-NO.-11-SWAIN-BACEVICH.pdf>

La remise en question de la domination technologique américaine : Longtemps dominé par les États-Unis, le secteur numérique a vu une montée en puissance fulgurante de la Chine dans de nombreux domaines. Ainsi, les exportations chinoises de logiciels ont presque doublé entre 2011 et 2021, passant de 34,6 milliards de US\$ à 63 milliards. Les entreprises américaines du web sont encore largement dominantes en valeur, mais 5 des 10 entreprises les plus valorisées mondialement sont désormais chinoises. Autre indicateur de succès : en ce début 2023, quatre applications chinoises (Temu, TikTok, CapCut et Shein) culminent en tête des téléchargements sur le Google Play Store et l'Apple App Store aux États-Unis. L'application de partage de vidéos TikTok (propriété de ByteDance) est particulièrement populaire, puisque deux tiers des adolescents américains l'utilisent. Dans l'intelligence artificielle pour les véhicules autonomes, par exemple, Baidu connaît un franc succès. Son projet Apollo, auquel se sont jointes de nombreuses entreprises américaines et européennes, se présente comme une sérieuse alternative aux logiciels développés par Tesla. C'est bien sur ces domaines jugés stratégiques (IA, cloud, semi-conducteurs, hardware) que le gouvernement de Pékin entend peser à l'avenir. En outre, Huawei, bien que placée sur liste rouge par Washington en 2020, est aujourd'hui la principale entreprise contributrice aux codes du « noyau » du système d'exploitation Linux, pierre angulaire du cloud, de l'internet des objets, des supercalculateurs, etc. Dès lors, le secteur privé, de part et d'autre du Pacifique, voit un intérêt dans le maintien de l'ouverture des secteurs numériques des deux pays. <https://ifrimaps.org/Competition-Chine-Etats-Unis/sublayer/la-remise-en-question-de-la-dominance-technologique-americaine>

ILLUSION DES DÉCOUPLAGES ET TÉNACITÉ DES INTERDÉPENDANCES

Malgré l'indignation, Emmanuel Macron à pieds joints dans le piège chinois : Pendant cette visite d'État, pas une seule fois le président français n'a émis en public la moindre critique de la Chine, un univers pourtant dictatorial sinon même engagé sur une pente glissante vers le fascisme depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012. Au deuxième jour de sa visite, dont l'objectif prioritaire était d'obtenir du maître de la Chine un engagement pour convaincre Vladimir Poutine de mettre fin à la guerre en Ukraine, il s'est permis de dire devant la presse : « *Je sais que je peux compter sur vous.* » Déclaration pour le moins péremptoire puisqu'à l'évidence l'agenda de Xi Jinping n'avait et n'a toujours rien de commun avec celui d'Emmanuel Macron. Ce dernier, d'ailleurs, n'a strictement rien obtenu sur ce chapitre, sinon des promesses vagues qui n'engagent à rien de concret. Tout juste Xi Jinping a-t-il dit qu'il téléphonerait au président ukrainien Volodymyr Zelensky, « *le moment venu* ». Xi Jinping, quand le moment est venu de prendre la parole, s'est contenté d'énoncer sur un ton monocorde les litanies déjà maintes fois répétées à Pékin sur le désir de la Chine d'œuvrer pour la paix, sans jamais un regard pour Emmanuel Macron. Avec pour résultat un dialogue de sourds sans aucune avancée significative sur l'Ukraine où le président français donne l'image d'un dirigeant clairement en situation d'infériorité face à un fin manœuvrier rompu à donner l'image de la puissance de son pays. Une image d'ailleurs trompeuse, tant sont graves les défis de la Chine d'aujourd'hui. Mais c'est au terme de sa visite, à la suite de son étape à Canton, où il a pris le thé avec Xi Jinping dans un environnement idyllique devant des caméras complaisantes, qu'Emmanuel Macron s'est risqué à des commentaires fracassants qui vont laisser des traces aussi bien au sein de l'Union européenne que chez un certain nombre de pays occidentaux, à commencer par les États-Unis : il serait erroné « *de penser que nous, Européens, devrions être suivistes* » derrière les États-Unis. <https://asialyst.com/fr/2023/04/12/malgre-indignation-emmanuel-macron-pieds-joints-piege-chinois-chine/>

Comment la Chine a fait de l'Europe son « espace utile » : En janvier, février et mars 2023, les plus hauts représentants responsables étatiques de la République populaire de Chine multiplient les déclarations et les gestes de soutien aussi fermes qu'explicite à la Russie et à son président Vladimir Poutine. En témoignent les mots du Président chinois XI Jinping à Moscou quand, le 21 mars 2023, le dirigeant chinois présente son ambition de façonner un système mondial autour des intérêts de Pékin, en partenariat étroit avec la Russie. Ces dates ne renvoient qu'à quelques exemples, parmi une multitude d'autres, des différentes formes, échelles et finalités emboîtées propres à la grande stratégie d'influence que la Chine déploie en Europe et dans le monde. L'expression et la mise en scène de ces gestes politiques et stratégiques s'inscrivent explicitement dans le contexte de la guerre en Ukraine et de l'aggravation rapide des tensions entre la Chine et les États-Unis dont le modèle est rejeté tant par des représentants du gouvernement et du Parti communiste chinois que par des intellectuels chinois – dont le porte-parole de la « *Nouvelle Gauche* » chinoise Jiang Shigong appelle à lutter contre les « *tentatives des États-Unis d'intégrer la Chine dans leurs projets d'édification d'un empire mondial* ». L'Europe est l'un des principaux théâtres d'opérations de la grande stratégie chinoise. Cependant, les finalités, les concepts fondamentaux et les modalités propres à cette *Grande stratégie* semblent faire l'objet d'une mécompréhension dramatique au sein de nombreux États comme des opinions publiques européens. Car la Chine est aujourd'hui devenue un acteur stratégique en Europe. Cet acteur transforme les pays, les régions, le continent en autant « *d'espaces utiles* » à ses propres besoins. Cette activité stratégique est encore renforcée par l'adaptation de leur pays par les stratégies chinoises aux effets massifs du changement climatique sur le continent eurasiatique. Dans la même dynamique, des compagnies chinoises sont par ailleurs en train de dédoubler le réseau de voies ferrées serbes et d'autres pays balkaniques, afin d'intégrer les pays d'Europe du sud et le port du Pirée à l'immense infrastructure continentale qu'est la « *Nouvelle Route de la Soie Chinoise* ». Dans ce dernier cas, le port d'Athènes, port commercial d'importance majeure pour le trafic entre la Grèce, l'Europe du Sud et de la Méditerranée, est détenu à 80% par la *China Ocean Shipping Company* (COSCO), premier armateur au monde et compagnie publique chinoise. Il est à noter que le Pirée est aussi un port essentiel pour la Sixième flotte de l'U.S Navy ainsi que pour les opérations maritimes de l'OTAN.

Mais si l'initiative de la « *Nouvelle route de la soie* » inaugurée en 2013 s'inscrit dans cette profondeur historique, il s'agit avant tout de la forme la plus visible d'une grande stratégie qui vise à répondre aux prodigieux besoins de la Chine et de sa croissance, au point de devenir ce que nous qualifions ici d'« *Empire du besoin* ». Si nous baptisons ainsi cette singularité de la Chine contemporaine, c'est que cela permet d'appréhender ce gigantesque système de systèmes des besoins que sa croissance fait de la Chine contemporaine, ainsi que les modes et les enjeux profondément singuliers de sa projection dans le monde, dont l'Europe. <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/04/25/comment-la-chine-a-fait-de-leurope-un-espace-utile-x/>

Why France and Germany will not 'decouple' from China: In Western Europe, France and Germany are showing an unwillingness to join their allies in decoupling from China. French President Emmanuel Macron's recent comments that Europe should not get '*caught up in crises that are not ours*' demonstrate this. China is one of France and Germany's major trading partners outside of the European Union and a significant export market for goods such as luxury goods and pharmaceuticals. Exports to China made up 7.4% of Germany's total exports and 4.21% of France's in 2019, with these numbers growing over the last three years to record levels. Given China's growing middle class, the country presents an enormous potential consumer market in years to come. According to recent reports, France's bilateral trade in goods with China exceeds US\$100 billion for the first time in 2022, an increase of 14.6% on 2021. The recent signing of 18 cooperation agreements by 46 French and Chinese companies across numerous sectors further emphasises the gathering pace of these trade relationships. As for Germany, its total trade with China saw an increase of 21% from 2021. While exports increased by a modest 3.1%, Germany's imports from China accounted for much of the growth, soaring by more than a third. Specifically, Germany imports from China about two thirds of its rare earth elements, many of which are indispensable in batteries, semiconductors, and magnets in electric cars. Furthermore, various French and German companies would prefer to grow their established production facilities and extensive sales networks in China. Ultimately, the costs of decoupling outweigh the benefits for the two governments. Additionally, decoupling could trigger retaliation with China halting exports to the two countries, increasing tariffs, or reducing market access to French and German goods. <https://www.aspistrategist.org.au/why-france-and-germany-will-not-decouple-from-china/?utm>

Les interdépendances entre l'économie européenne et l'économie chinoise sont innombrables : L'évaluation des fragilités et des risques est au cœur du débat. Après avoir mesuré à ses dépens le prix de sa dépendance aux hydrocarbures russes, l'Europe jauge avec inquiétude l'ampleur et la diversité de ses dépendances à l'égard de la Chine. L'été dernier, les vives tensions autour de Taïwan – centre mondial de production de puces électroniques avancées – avaient ravivé les inquiétudes sur les conséquences économiques d'un conflit ouvert entre Washington et Pékin. En cas de guerre économique, la Chine aurait le temps avec elle... La Chine fournit beaucoup de biens de consommation, mais aussi des biens intermédiaires nécessaires à la production européenne. À l'inverse, la Chine dépend de machines-outils qu'elle importe d'Europe : en cas de rupture de ces livraisons, l'impact ne serait ressenti que plusieurs années plus tard. Mais la Chine pourrait-elle arrêter d'exporter des laptops, des téléphones mobiles ? Certaines choses sont très peu probables, il s'agit de les distinguer des vraies fragilités. Un propos qui fait écho aux inquiétudes du Parlement européen qui, dans un récent rapport, demandait à la Commission de mener une analyse précise des dépendances stratégiques de l'Union à l'égard de la Chine, au travers d'un audit ventilé par État membre. <https://www.lecho.be/economie-politique/europe/economie/l-europe-prend-la-mesure-de-ses-dependances-a-l-egard-de-la-chine>

Techno-politique de la puissance, des alliances et des interdépendances : Une « *politique de puissance* » – *Power Politics* – s'appuyant sur la technologie offrirait de nouvelles occasions de conflictualité, notamment à travers le cyberspace. Au-delà du champ strict de la guerre, cette nouvelle politique se joue sur tous les fronts, en politisant et en militarisant à outrance l'économie globale, désormais en réseau. Dans cet enchevêtrement de reconfigurations pratiques et conceptuelles, selon quels critères peut-on tenter de repenser la puissance, les alliances et la souveraineté dans le champ technologique ?

SINO-PRODROMES 51

Ce virage techno-politique de la puissance, caractérisée par une haute concentration de violence – symbolique, économique ou militaire – est parfaitement saisie par Pierre Hassner dans un article intitulé « *Le siècle de la puissance relative* », pour qui la conception de la liberté qui aura marqué la 2^{ème} partie du XXe siècle a momentanément perdu face à la rhétorique sécuritaire hobbesienne de la guerre de tous contre tous mais surtout, de tous contre tout – une forme totale d’instrumentalisation du monde, hors du simple champ militaire, d’une conflictualité permanente mais de bas niveau, accompagnée de son lot d’ambiguïtés et de zones grises. En restreignant l’accès à la Chine de ces puces de dernière génération, elle pousse Pékin à se tourner vers son marché intérieur, tout en réduisant sensiblement la présence américaine en Chine. En donnant les moyens éventuels à terme à la Chine de conquérir sa propre autonomie stratégique, cela réduit paradoxalement la position des États-Unis en nœud capable d’instrumentaliser ces dépendances et de jouer de ces armes de guerre commerciale. Cela signifie un mouvement de re-régionalisation progressif de la production. Un recouplage qui pourrait se faire à deux niveaux : partiel pour les industries non critiques, rapide et brutal pour les technologies critiques. <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/11/28/techno-politique-de-la-puissance-des-alliances-et-des-interdependances/>

Le piège technologique sino-américain : La technologie est au cœur du conflit entre les États-Unis et la Chine. Pour l’hégémon américain, il s’agit de l’avant-garde de la puissance géostratégique et des moyens d’une prospérité durable. Pour la Chine, il détient la clé de l’innovation indigène exigée d’une puissance montante. La guerre technologique actuellement en cours entre les deux superpuissances pourrait bien être la lutte déterminante du XXIe siècle. Huawei, champion national chinois de la technologie, est rapidement devenu le paratonnerre du conflit technologique entre la puissance en place et l’aspirant. Craint comme la menace ultime pour l’infrastructure de télécommunications américaine, Huawei a été présenté comme un cheval de Troie des temps modernes, avec une menace potentielle de porte dérobée dans sa plate-forme 5G de classe mondiale qui ferait sourire la mythologique Helen. Soutenu par des preuves circonstanciées ténues – quelques accusations d’espionnage qui n’ont rien à voir avec la porte dérobée présumée, et la présomption de motifs néfastes du service militaire de longue date de son fondateur, Ren Zhengfei – le dossier américain contre Huawei est émaillé de faux récits. La véritable question en litige est le concept trouble de la fusion technologique – en particulier, la double utilisation des technologies de pointe à des fins commerciales militaires et civiles. C’est également l’essence du tollé croissant suscité par la plate-forme de médias sociaux TikTok, qui compte plus de 80 millions d’utilisateurs mensuels aux États-Unis. Peu importe que les États-Unis pratiquent depuis longtemps leur propre souche de fusion technologique. Au fil des ans, la *Defense Advanced Research Projects Agency* a engendré bon nombre des avancées technologiques les plus importantes des États-Unis qui ont une large applicabilité commerciale, depuis des percées dans les semi-conducteurs aux technologies d’imagerie en passant par de nombreuses innovations pharmaceutiques. Apparemment, ce qui est bien pour une démocratie (en détresse) est inacceptable pour un système gouverné par le PCC. <https://www.chine-magazine.com/le-piege-technologique-sino-americain/>

Time for competitive realism: U.S. foreign policy over the last decade has seen a tectonic shift toward trade, technology, and economic security issues. Whereas the Cold War with the Soviet Union was principally waged with military might, the new geopolitical competition with China is at its heart a contest of economic power, which in turn hinges on technology leadership. As Chinese President Xi Jinping has stated, “*Technological innovation has become the main battleground of the global playing field, and competition for tech dominance will grow unprecedentedly fierce.*” The U.S. government operates as if America is such an undisputed leader economically and technologically that it can wield hegemonic power unilaterally to accomplish its goals. It also operates on the assumption that America should use its power to advance broad moral goals such as promoting democracy, advocating for free speech, protecting human rights, and fighting climate change, and not pursue narrow, national-interest goals such as bolstering economic competitiveness. Indeed, U.S. foreign policy doctrine subordinates the goal of maintaining, let alone maximizing, America’s global power advantage. That formula will not succeed against the new China challenge. <https://itif.org/publications/2023/05/05/time-for-competitive-realism/?mc>

LUTTES INCONTRÔLABLES D'INFLUENCES ET D'EXTRA-TERRITORIALITÉ

FLUX ET REFLUX GÉOSTRATÉGIQUES ANTINOMIQUES

Rivalités dans l'Indopacifique – Les États-Unis à la reconquête de leur influence face à la Chine :

L'Indopacifique est le théâtre principal de la rivalité entre Washington et Pékin. La nouvelle stratégie de la Maison Blanche, *National Security Strategy*, témoigne de la réorientation de la politique étrangère américaine vers cette région décisive. Une stratégie de sécurité nationale construite en réaction à l'influence chinoise grandissante. Dans le document de la nouvelle NSS, l'expansionnisme chinois est allègrement rappelé dans tous les secteurs et l'« *international order* » est mentionné à 25 reprises, évoquant la vision hégémonique qui caractérise les deux puissances. Au cours de cette dernière décennie, Xi Jinping a permis à son pays de prendre une place prépondérante au niveau mondial, notamment en termes d'influence politique et économique. Ainsi, l'intégration de la Chine dans les organismes mondiaux tels que l'*Union internationale des télécommunications* (UIT), la *Fédération internationale de l'automobile* (FIA) ou encore l'*Organisation des Nations unies pour le développement industriel* (UNIDO), a renforcé l'influence chinoise sur le plan géopolitique et à l'échelle mondiale. C'est cette influence que Joe Biden compte freiner avec cette nouvelle stratégie. Le premier point clé de cette NSS est la réintroduction de l'approche diplomatique de Nixon et Kissinger des années 1970 au cœur de la politique étrangère américaine. Joe Biden réaffirme, en effet, sa conviction qu'une coexistence pacifique entre les puissances américaine et chinoise est possible. Mais ce discours présente une forme d'ambivalence puisqu'il entre partiellement en contradiction avec les discours actuels et précédents de l'administration américaine, qui affirment la réalité d'un rapport de force constant entre le modèle démocratique, ayant pour chef de file Washington, et le modèle autoritaire, incarné par Pékin. Le « *tout américain* » doit impulser le rayonnement de l'influence mondiale de Washington et l'exportation de son modèle libéral, construit sur le laissez-faire capitaliste et la libéralisation des échanges. Le deuxième axe du triptyque consiste en l'amélioration de l'alignement des décisions stratégiques issues des relations bilatérales ou multilatérales alliées. Autrement dit, en un renforcement de la présence et de l'influence américaine au sein des partenariats mondiaux et des organisations internationales. Enfin, le dernier axe stratégique consiste en la responsabilisation de la rivalité avec la Chine afin d'éviter les affrontements directs et, *a fortiori*, militaires. <https://www.portail-ie.fr/univers/influence-lobbying-et-guerre-de-linformation/2022/rivalites-dans-lindopacifique-les-etats-unis-a-la-reconquete-de-leur-influence-face-a-la-chine/>

Chine/États-Unis – L'Europe en déséquilibre : Depuis plusieurs années, l'équipe de l'*Institut français des relations internationales* suit de près les déformations du triangle stratégique États-Unis/Chine/Europe pour anticiper le cours de la mondialisation. En 2019, la conférence organisée à la Sorbonne à l'occasion du 40^{ème} anniversaire de l'Ifri avait pour thématique « *L'avenir de l'Europe face à la compétition sino-américaine* ». En 2020, au tout début du confinement, une note soulignait l'accélération par la pandémie de tendances déjà identifiées. L'Union européenne faisait face simultanément au risque de sa « *marginalisation rapide* » et à « *une opportunité inédite : rallier et coordonner les pays, qui à travers le monde, n'entendent pas se laisser piéger par la rivalité sino-américaine* ». Trois ans plus tard, cette nouvelle étude faisant suite à la visite en Chine d'Olaf Scholz et précédant celle d'Emmanuel Macron, intervient par rapport au choc géopolitique et géoéconomique d'une rare ampleur : l'invasion de l'Ukraine par la Russie. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/gomart-hecker_chine_etats-unis_2023.pdf

Eurasia group's 2023 top risks report – Maximum Xi: Xi emerged from China's 20th Party Congress with a grip on power unrivaled since Mao Zedong. Having stacked the *CCP's Politburo Standing Committee* with his closest allies, Xi is virtually unfettered in his ability to pursue his statist and nationalist policy agenda. But with few checks and balances left to constrain him and no dissenting voices to challenge his views, Xi's ability to make big mistakes is also unrivaled. Arbitrary decisions, policy volatility, and elevated uncertainty will be endemic in Xi's China. That's a massive global challenge, given the unprecedented reality of a state capitalist dictatorship having such an outsized role in the global economy.

Xi has committed a series of missteps in the recent past. Last year we warned that China had walked itself into a *Zero-Covid* trap. An opaque crackdown on private technology companies undercut global investor sentiment, put some of the country's most promising firms into a deep freeze, and wiped out an estimated one trillion dollars in market value. And Xi's announcement of a “*no limits friendship*” with Russia lent credibility to Putin's war in Ukraine and darkened perceptions of China's influence on the global system. In each instance, Xi's authoritarian personality and policy preferences – political control, economic statism, and assertive diplomacy – overrode the advice of pragmatic voices within the bureaucracy. Where Xi's drive for state control will produce arbitrary decisions and policy volatility. China's economy is in a fragile state after two years of harsh Covid-19 controls. Forced deleveraging efforts and plummeting homebuyer and market sentiment have ground growth in the critical real estate sector to a halt, depleting local government revenue. Debt defaults threaten to spread to the broader financial sector. It has long been the case that more global GDP growth was coming from a politically riskier market as China's economic footprint expanded. But in 2023, China's outlook is even more important, given the rising risks of recession elsewhere. A final risk area is foreign policy, where Xi's nationalist views and assertive style will drive Beijing's relations with the world. Xi isn't looking for a near-term crisis, given the scale and immediacy of economic challenges at home. But “*wolf warrior*” diplomacy will nonetheless intensify as diplomats channel Xi's bold rhetoric, often at the expense of effective engagement. <https://www.eurasiagroup.net/live-post/top-risks-2023-2-Maximum-Xi>

Chinese perspectives on BRI challenges and retrenchment: The *Belt and Road Initiative* is frequently described in Washington as a harbinger for a new Chinese-led economic order. Numerous politicians and Beltway experts have expressed growing worry about China's accumulation of geopolitical influence via the BRI and so-called debt-trap diplomacy. This has led to widespread calls for the US to create, fund, and maintain a large-scale viable alternative to the BRI. These calls, however, are often based on the erroneous assumption that the BRI is a sustainable initiative through which China can continue to reap strategic gains. In reality, the BRI is in marked decline, and faces increasing prospects of retrenchment in the context of scarce investment returns, substandard security conditions for infrastructure projects, and the lingering economic effects of Covid-19. A sizable number of Chinese academics and policy elites have documented the substantial challenges associated with maintaining or expanding the BRI, contrary to the official party line. In some cases, they have even called for the BRI to be scaled back. A thorough understanding of the constraints hindering the BRI, in addition to the initiative's dismal future prospects, enables American policymakers to more accurately gauge the threat the BRI poses and respond proportionally. <https://www.ccpwatch.org/single-post/chinese-perspectives-on-bri-challenges-and-retrenchment>

Nouvelle-Calédonie – Les négociations piétinent toujours et encore : Indépendantistes et non-indépendantistes ont clôturé le 16 avril dernier une semaine de discussion à Paris sans jamais se rencontrer, alors que les alliances régionales progressent sous l'égide des États-Unis. Pour les non-indépendantistes, les discours et les mesures symboliques ont suffisamment duré et ils s'impatientent de progresser sur les sujets épineux du corps électoral et du futur statut. Serait-ce avec un clin d'œil vers Washington que Paris nommait en février dernier Jean-Baptiste Jeangène Vilmer ambassadeur au Vanuatu et aux Îles Salomon, diplomate co-auteur d'un tome de plus de 600 pages sur les tactiques d'influence chinoises, qui permettent à l'empire du Milieu de s'ingérer militairement et économiquement sur la surface du globe ? Les deux archipels, qui constituent la deuxième barrière d'îles protégeant le continent australien, sont directement dans la ligne de mire de Pékin et sont considérés comme des avant-postes de la confrontation entre la Chine et l'Occident. Dès son arrivée sur les lieux, l'ambassadeur a initié une série de programmes pour que le soft power français se substitue rapidement aux offres d'aide chinoise, déjà bien assise au Vanuatu en particulier. Reste à déterminer les implications stratégiques que cela pourrait avoir pour les relations sino-françaises, voire sino-européennes, comme l'a démontré la visite officielle du président français en Chine au moment où les représentants calédoniens se trouvaient à Paris. <https://asialyst.com/fr/2023/04/26/nouvelle-caledonie-negociations-pietinent-toujours-encore/>

Les opérations d'influence chinoises – Un moment machiavélien : Pendant longtemps, on a pu dire que la Chine, contrairement à la Russie, cherchait davantage à être aimée que crainte ; qu'elle voulait séduire, projeter une image positive d'elle-même dans le monde, susciter l'admiration. Pékin n'a pas renoncé à séduire, à son attractivité ni à son ambition de façonner les normes internationales, et il reste très important pour le PCC de ne pas « *perdre la face* ». Mais, en même temps, Pékin assume de plus en plus d'infiltrer et de contraindre : ses opérations d'influence se sont considérablement durcies ces dernières années et ses méthodes ressemblent de plus en plus à celles employées par Moscou. C'est un « *moment machiavélien* » au sens où Pékin semble désormais estimer que, comme l'écrivait Machiavel dans *Le Prince*, « *il est plus sûr d'être craint que d'être aimé* ». Si cette nouvelle posture chinoise implique certains succès tactiques, elle constitue un échec stratégique, la Chine étant son meilleur ennemi en matière d'influence. La dégradation brutale de l'image de Pékin depuis l'arrivée de Xi Jinping pose à la Chine un problème d'impopularité qui prend des proportions telles qu'il pourrait indirectement affaiblir le Parti.

<https://www.irsem.fr/rapport.html> +

https://drive.google.com/file/d/1zAAMkBcBwpfksa_mKyNgcJ9_1CiFXQO/view

Accord Iran-Arabie Saoudite – Quel impact pour l'Inde et le Pakistan ? : Orchestrée par Pékin, la détente qui a mené à l'accord entre l'Iran et l'Arabie saoudite n'a pas que des conséquences régionales, au Moyen-Orient. Cet accord a aussi un impact non négligeable sur d'autres pays d'Asie que la Chine. Parmi les pays d'Asie les plus affectés par les conséquences de la détente au Moyen-Orient, on pense naturellement à deux d'entre eux : l'Inde, autre puissance asiatique, en compétition avec la Chine, et également de plus en plus impliquée au Moyen-Orient ; et le Pakistan, également important pour l'avenir géopolitique de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, et même, à bien des égards, de la Chine elle-même.

<https://asialyst.com/fr/2023/04/29/accord-iran-arabie-saoudite-quel-impact-inde-pakistan/>

Taïwan – Point nodal des enjeux de l'Indopacifique : Début août 2022, pour protester contre la visite de Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants américaine, l'APL a lancé une série d'exercices dans le détroit de Taïwan. Il s'agissait pour Pékin d'établir un rapport de force avec Washington, garante de la stabilité dans le détroit et plus globalement dans la région. Il s'agissait aussi de tenter de mettre un terme à une évolution préoccupante pour le pouvoir chinois : le tabou des visites officielles à Taïwan s'effrite comme le démontre la multiplication des échanges au niveau parlementaire en provenance des États-Unis, mais aussi du Japon et de l'Union européenne. Il s'agissait enfin de tenter de remettre en cause le statu quo en imposant la position chinoise de négation du caractère international des eaux du détroit de Taïwan. Pour les États-Unis, la stabilité dans le détroit de Taïwan est devenue un enjeu majeur, au fur et à mesure que se renforçaient les pressions exercées par la RPC. <https://www.revueconflits.com/taiwan-point-nodal-des-enjeux-de-lindopacifique/?utm>

Future proofing Africa–China infrastructure cooperation: In the past two decades, China has become a major funder and builder of infrastructure in the *Global South*. Many of these projects have offered mutual benefits and encouraged development in recipient countries, providing new points of economic growth and an alternative to traditional donors. However, the projects have not been without challenges. This policy briefing provides a brief multi-sector comparison between African and Southeast Asian experiences of environmental, socioeconomic and governance implementation in Chinese-led infrastructure projects. It highlights recurring challenges and proposes concrete recommendations to mitigate these challenges in the future. <https://saiia.org.za/research/future-proofing-africa-china-infrastructure-cooperation/>

Xi Jinping veut faire passer à « l'étape supérieure l'amitié et la coopération » avec la Corée du Nord : Xi Jinping a fait part au dirigeant nord-coréen Kim Jong Un de son désir de faire passer à « *l'étape supérieure* » la coopération entre les deux pays. Ce message de soutien intervient alors que la Corée du Nord multiplie ces derniers mois les essais d'armes, suscitant la réprobation des États-Unis et de leurs alliés japonais, sud-coréen et occidentaux. <https://www.sudouest.fr/international/chine/chine-xi-jinping-veut-faire-passer-a-l-etape-superieure-l-amitie-et-la-cooperation-avec-la-coree-du-nord-14835227.php>

Colombia's relationship with the PRC: In recent years, Colombia's political and security relationship with the PRC has been limited. This arguably reflects Bogotá's perception that deepening political and security ties with the PRC might damage its close and important relationship with the United States. Nonetheless, despite perceptions that the PRC is more of a threat than an opportunity in the commercial arena, the presence of Chinese companies and their representatives in the country has expanded remarkably. Under the Petro government, all dimensions of Colombia's relationship with the PRC, from political and security affairs to economic ones, are poised to expand and shift in ways that may cause unease in Washington. https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/221107_Ellis_Colombia_PRC.pdf

G7 turns 'Global South' to counterbalance Russia and China: When leaders from the G7 gather for a three-day summit in Hiroshima later this month, they will be joined by a unique contingent of 8 other leaders. While Prime Minister Fumio Kishida's decision to invite these countries – including India, South Korea, Brazil and Australia – will see G7 leaders discuss pressing international issues such as climate change and food security, other goals will also be at play: namely pushing back against Russia and China. <https://www.japantimes.co.jp/news/2023/05/03/world/g7-global-south-countries-china-russia/>

Chinese influence in Serbia: The rise of Chinese influence in Serbia began in 2009, when the two countries agreed to cooperate on economic matters and technological and infrastructure development. A subsequent formal “partnership” was declared in 2016. China is also a strong presence in Serbian politics, as well as digitalization and security. But the environmental impact of its high-profile projects has begun to make it the target of protests, locally and nationally. Serbia has become a “poster child” for Chinese influence. Belgrade and Beijing present cooperation as beneficial and friendly, and political leaders talk of “brotherhood” and a “steel friendship.” The ruling political majority's championing of China has gotten results: Polls show that 83% of Serbian citizens see China as a friendly country and 77% view its impact on Serbia as positive. <https://cepa.org/chinese-influence-in-serbia/>

La Chine ne considère pas la Commission européenne comme un interlocuteur géopolitique : Mais pourquoi donc Ursula von der Leyen a-t-elle accepté d'aller avec Emmanuel Macron en Chine ? Cela n'a rien arrangé ni pour l'Ukraine ni pour Taïwan. Mais les émissions de CO₂ de la Chine augmenteront encore et l'UE restera la dernière à rêver à la décarbonation. Il est vrai que Macron voulait montrer l'unité de l'UE en accueillant dans son apanage une personnalité aussi importante... dans l'UE. Il avait souhaité se rendre en Chine avec Olaf Scholz pour montrer l'unité de l'UE, mais le chancelier allemand a préféré y aller seul en novembre 2022, ce qui a agacé Paris. Le président français a donc fait preuve d'unité, mais on ne peut pas dire que cela ait amélioré l'image de la Commission européenne. L'institution bruxelloise devra analyser ce qui s'est passé avant d'accepter de poursuivre les visites conjointes. Il est vrai que c'était l'occasion de célébrer le 20^{ème} anniversaire du partenariat stratégique global entre la Chine et l'UE. Le développement équilibré des relations commerciales entre la Chine et l'UE devrait profiter aux deux parties et, comme le disait Montesquieu, le commerce est censé contribuer à la paix et à la stabilité dans le monde. Puisque, qu'on le veuille ou non, c'est la meilleure façon de faire des affaires avec la Chine, Mme von der Leyen ne peut pas, contrairement à son pays ou à la France, être accompagnée d'industriels. Il est vrai aussi que dans son premier discours de présidente, Mme von der Leyen a déclaré que « sa Commission » serait géopolitique et qu'il fallait donc s'attendre à ce que la Commission européenne soit de plus en plus visible dans le monde. https://www.revueconflits.com/la-chine-ne-considere-pas-la-commission-europeenne-comme-un-interlocuteur-geopolitique/?utm_source=newsletter&utm_

Le ministre chinois des Affaires étrangères se rendra en France cette semaine : Le ministre chinois des Affaires étrangères Qin Gang entame lundi une visite en Europe qui doit le conduire successivement en Allemagne, en France et en Norvège, a indiqué son ministère. Cette visite prévue jusqu'à vendredi intervient au moment où la Chine cherche à se rapprocher de l'Europe dans un contexte de tensions avec les États-Unis, et entend jouer un rôle de médiateur dans la guerre en Ukraine. <https://www.sudouest.fr/le-ministre-chinois-des-affaires-etrangeres-se-rendra-en-france-cette-semaine-15080999.php>

AMORCES DE DÉ-DOLLARISATION ET ALTERNATIVES AU SYSTÈME SWIFT

Le dollar, arme secrète de l'Amérique contre la Chine : Dans les années 1920, le dollar s'imposait comme la principale monnaie mondiale en supplantant la livre sterling. Un siècle plus tard, va-t-il chuter de son piédestal et priver l'Amérique de l'un de ses principaux leviers d'influence géopolitique ? Les signes d'un déclin du billet vert au profit de la monnaie chinoise sont nombreux ce printemps. Les Émirats arabes unis ont conclu leur premier contrat d'exportation de gaz naturel liquéfié vers la Chine libellé en yuan. L'Arabie saoudite et l'Irak veulent leur emboîter le pas. Le Brésil puis l'Argentine ont annoncé qu'ils payeraient désormais leurs achats à la Chine en yuan plutôt qu'en dollars. https://www.lepoint.fr/editos-du-point/le-dollar-arme-secrete-de-l-amerique-contre-la-chine-02-05-2023-2518541_32.php

Dollar – Suprématie remise en cause par la Russie en guerre et la Chine : Le G7 a fait savoir qu'il refusera catégoriquement de régler le pétrole russe en rouble comme l'exige aujourd'hui le Kremlin. Cette fin de non-recevoir est en soi une preuve éclatante du pouvoir extraordinaire que conserve le dollar. C'est la monnaie des marchés pétroliers et d'une écrasante majorité de marchandises ou de produits financiers. Il faudra bien plus qu'un oukase de Vladimir Poutine pour renverser la table. D'autres États sont inquiets de voir à quel point la monnaie américaine est devenue une arme de guerre susceptible de détruire leur économie, ils tentent donc de trouver une alternative, avec encore bien peu de résultat concret pour le moment. Cette piste évoquée par le ministre indien des Affaires étrangères a été démentie hier par le ministre de l'Énergie interpellé au Parlement sur cette question. L'idée a fait des émules chez les concurrents : le ministre iranien du Pétrole a proposé à New Delhi des livraisons en roupie ou en monnaie iranienne. La Chine règle déjà une partie de ses importations russes en renminbi ou en roubles, elle pourrait en faire davantage. Il y a plus étonnant encore : l'Arabie saoudite, le grand allié des États-Unis dans la région du Golfe, a laissé entendre qu'il pourrait désormais coter son or noir en renminbi. Cela fait six ans que les Saoudiens et les Chinois en discutent, leurs pourparlers se sont soudainement intensifiés depuis la mise en œuvre des sanctions anti-russes. Sur le plan commercial cela fait sens. La Chine achète trois fois plus de pétrole saoudien que les États-Unis. Pékin absorbe 20% des exportations du royaume. Mais Riyad a aussi une relation privilégiée avec les États-Unis et sa monnaie à préserver : le riyal est adossé au dollar et le quart des réserves de la Banque centrale est constitué de bons du Trésor, c'est-à-dire de dette américaine. Le prince Mohammed Ben Salmane doit donc peser le pour et le contre avant d'aller plus loin dans son rapprochement monétaire avec la Chine. Mais tant que le renminbi ne sera pas librement convertible, il ne pourra pas assumer un rôle équivalent à celui du billet vert. Et pour inspirer confiance, il vaut mieux que la banque centrale soit pleinement indépendante, ce qui n'est pas encore le cas en Chine. Le renminbi est donc loin de constituer une alternative crédible et immédiate au dollar. Se passer du dollar, oui, mais pas à n'importe quel prix. <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/aujourd-hui-l-1-C3%A9conomie/20220329-dollar-supr-C3%A9matie-remise-en-cause-par-la-russie-en-guerre-et-la-chine>

Rivalité sino-américaine, yuan versus dollar – La guerre des monnaies bat son plein : La Chine conteste la suprématie du billet vert américain, et ses atouts – notamment son avance dans la numérisation du yuan – ont de quoi inquiéter Washington. Ali Laïdi reçoit sur France 24 Michel Aglietta, qui a co-écrit avec Guo Bai et Camille Macaire, *La course à la suprématie monétaire : à l'épreuve de la rivalité sino-américaine*. <https://www.france24.com/fr/C3%A9missions/l-entretien-de-l-intelligence-C3%A9conomique/20220426-rivalit-C3%A9-sino-am-C3%A9ricaine-yuan-versus-dollar>

Des interrogations apparaissent sur la suprématie du dollar : Les dernières turbulences financières – l'effondrement de la *Silicon Valley Bank* (SVB), 2^{ème} plus grande faillite bancaire en termes monétaires de l'histoire des États-Unis, et le rachat forcé du *Crédit Suisse* – ont de nouveau soulevé d'anciennes questions sur la stabilité du système financier mondial et le rôle du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale. Des questions avaient été soulevées il y a un an lorsque les sanctions américaines et européennes, imposées après le lancement d'opérations militaires en Ukraine par le gouvernement Poutine avaient entraîné le gel d'environ 300 milliards de US\$ d'actifs financiers détenus par la banque centrale russe.

Bien que la mesure lancée par les États-Unis, qui a pu être imposée grâce au rôle mondial du dollar, n'ait suscité que peu de commentaires publics, elle a provoqué un frisson de peur dans le monde des banques centrales. Si cela pouvait arriver à la Russie, alors cela pourrait arriver à tout pays qui s'opposerait aux États-Unis à l'avenir. L'éditorialiste Fareed Zakaria a écrit dans le *Washington Post* que, malgré une couverture médiatique limitée, le résultat le plus intéressant des discussions entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue chinois Xi Jinping ont été les commentaires de Poutine à l'issue du sommet : « *Nous sommes favorables à l'utilisation du yuan chinois pour les règlements entre la Russie et les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.* » Zakaria a commenté cette déclaration en disant que « *la deuxième économie mondiale et le premier exportateur d'énergie tentent activement d'affaiblir la domination du dollar sur le système financier international* ». Il y a un « *scénario plus probable* » selon lequel le dollar pourrait « *souffrir d'un affaiblissement par mille coupures* ». Certains éléments indiquent qu'un tel processus est en cours : la Chine et la Russie réalisent désormais les deux tiers de leurs échanges, dans leurs propres monnaies. <https://www.wsws.org/fr/articles/2023/04/07/jxxz-a07.html>

Mettre fin à l'hégémonie du dollar sur l'économie mondiale est-elle une panacée ? : Le recours au dollar dans l'économie mondiale s'est réduit, notamment depuis le début de la guerre en Ukraine, et les sanctions occidentales contre la Russie. De nombreux pays émergents veulent éviter d'être trop exposés au billet vert, notamment dans les échanges commerciaux. Une configuration qui profite au yuan sans remettre en cause la suprématie du dollar sur l'économie mondiale, car si une monnaie dominante a des avantages, son statut implique aussi des devoirs à l'égard des autres économies. La dé-dollarisation de l'économie mondiale est-elle une lutte contre la domination militaire et économique des États-Unis ? Un anti-impérialiste pourrait le penser. En réalité, cette contestation du dollar omet de s'interroger sur ce qu'est une monnaie dominante et son rôle. Aujourd'hui, la question est vue à travers le prisme de la compétition entre la Chine et les États-Unis qui se disputent le leadership mondial, avant tout à travers une guerre commerciale qui s'est intensifiée depuis la présidence de Donald Trump. Elle a pris de l'ampleur depuis l'offensive militaire déclenchée par la Russie en Ukraine, en s'élargissant entre pays émergents et pays développés. <https://www.latribune.fr/economie/international/mettre-fin-a-l-hegemonie-du-dollar-sur-l-economie-mondiale-est-elle-une-panacee-960463.html>

Le dollar numérique et la stabilité de la suprématie américaine : Pourquoi les États-Unis semblent-ils en retard sur le terrain de la monnaie digitale ? Contrairement à l'Union européenne et à la Chine, Washington semble prendre son temps pour développer son e-dollar. Dans cette étude, Hubert de Vauplane prédit, moins qu'une montée en puissance, une coexistence – en dollars – entre stablecoins et monnaie numérique. En matière de numérisation de leur monnaie (MNBC), curieusement, les États-Unis semblent plus en retard que d'autres comme la Suède, l'Union européenne, le Canada et bien sûr la Chine. Comment expliquer cette situation alors que la Chine présente son projet de e-yuan comme un outil de conquête économique d'une économie numérisée ? La première raison tient au rôle actuel du dollar dans l'économie mondiale : la devise américaine demeure très largement la première devise en matière de transactions commerciales, avec plus des trois quarts des transactions internationales libellées en dollar – mis à part en Europe où l'euro reste prédominant – mais aussi dans la constitution des réserves de change des banques centrales, où il représente plus de 60% des réserves et plus des deux tiers de la dette émise. Dans l'économie numérique, le paiement des biens et des services s'effectue via des *stablecoins* ou autres actifs numériques ; il s'agit de représentation monétaire d'une devise légale émise par un acteur privé. Or ces *stablecoins* sont, pour plus de 95% de l'encours existants, libellés en dollar. De ce fait, ils constituent un instrument de la domination monétaire des États-Unis et participent de la politique américaine. La deuxième raison du retard américain est liée au rôle du secteur privé dans l'émission de *stablecoins* libellés en dollar. Les grands émetteurs de *stablecoins* sont liés de façon plus ou moins proche aux États-Unis. Plus de 85% des encours de *stablecoins* sont concentrés auprès des trois *stablecoins* suivants : l'USDT de Bitfinex et Tether, l'USDC de Circle et Coinbase et le BUSD de Paxos et Binance. Or si toutes ces sociétés ne sont pas enregistrées aux États-Unis, toutes exercent leurs activités sur le sol américain.

Les plus grands émetteurs de *stablecoins* sont ainsi étroitement liés avec l'administration des États-Unis, « *de gré ou de force* ». Volontairement ou non, ils participent ainsi à la domination de dollar américain comme outil de transaction de l'économie numérique. Certes, la S.E.C, l'agence fédérale américaine pour les marchés financiers, estime que ces instruments doivent être qualifiés de *securities* et tomber dans sa juridiction, ce qui conduit ces émetteurs privés de *stablecoins* à de potentielles et lourdes sanctions pour infraction à une réglementation à laquelle ils ne pensaient pas être soumis. Mais de leur côté, les autorités monétaires américaines sont relativement silencieuses sur ce sujet, et ce contrairement à leurs homologues européennes, britanniques ou chinoises qui estiment que les *stablecoins* peuvent porter atteinte à leur souveraineté monétaire. Plutôt que de s'en défier, les autorités monétaires et politiques américaines semblent considérer les *stablecoins* comme des instruments d'innovation rendant des services à l'économie, même si les risques liés à ces instruments doivent être appréciés et mesurés. La préoccupation quant à la souveraineté monétaire exprimée entre autres par l'Union européenne, la Chine, l'Inde et la Grande-Bretagne se retrouve aussi dans les déclarations du G7, du G20 et les travaux du *Financial Stability Board*, l'organisme chargé de proposer des recommandations internationales en matière financière. Ainsi, le risque pour de nombreux pays est non seulement de faire face à une nouvelle « *dollarisation* » de leur économie, mais surtout de voir leur monnaie nationale se faire remplacer par un avatar de dollar émis par des entreprises privées.. <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/03/14/le-dollar-numerique-et-la-stabilite-de-la-suprematie-americaine/>

Chine – Face au roi dollar, le yuan poursuit sa longue marche vers l'internationalisation : La Banque populaire de Chine publie un rapport dressant un bilan de l'utilisation internationale de sa devise et listant les moyens de l'élargir pour venir concurrencer le dollar. La rivalité entre les États-Unis et la Chine, accentuée par les tensions cet été sur l'indépendance de Taïwan, conduit Pékin à réduire la part des bons du Trésor américain dans ses réserves de changes au profit de l'or. Où en est le yuan sur la scène internationale ? La Banque populaire de Chine, dans son récent rapport, indique que « *En 2021, le montant total des règlements transfrontaliers en renminbi effectués par les banques pour le compte de leurs clients s'élevait à 36.610 milliards de yuans, soit une augmentation de 29% en glissement annuel, atteignant un niveau record en termes de valeur* ». <https://www.latribune.fr/economie/international/chine-face-au-roi-dollar-le-yuan-poursuit-sa-longue-marche-vers-l-internationalisation-942069.html>

L'Argentine abandonne le dollar au profit du yuan pour payer ses importations chinoises : Fini l'utilisation du billet vert pour les importations chinoises vers l'Argentine. Le gouvernement argentin vient, en effet, d'annoncer troquer le dollar au profit du yuan. Cet abandon du dollar dans les transactions avec la Chine « *améliore les perspectives des réserves nettes de l'Argentine* » et « *permet de maintenir le niveau d'activité, le volume des importations, le rythme des échanges entre* » les deux pays et « *les niveaux de fonctionnement économique dont l'Argentine a besoin* ». De son côté, la Chine souligne l'importance de cette décision afin de « *protéger et développer les marchés mondiaux en soutenant les entreprises afin qu'elles puissent utiliser les monnaies locales pour régler les échanges* ». Cette annonce survient alors que le peso argentin subit depuis plusieurs jours un effritement spectaculaire par rapport au dollar. Il a atteint au cours parallèle informel près de 500 pesos pour un dollar mardi, contre 227 pour un dollar au cours officiel, perdant environ 20% de sa valeur en une semaine. Avant l'Argentine, le gouvernement brésilien a pris la même décision. Il avait ainsi annoncé fin mars un accord avec la Chine pour que les échanges commerciaux entre les deux pays soient effectués dans leurs propres monnaies, le réais et le yuan. Une façon de concurrencer le dollar dans leurs échanges commerciaux, qui ont atteint 150 milliards de dollars en 2022, avec 89,7 milliards de dollars exportés par les Brésiliens vers la Chine. Depuis plusieurs années, la Chine a entrepris d'internationaliser sa devise. Une volonté qui a pris une dimension nouvelle avec le déclenchement de la guerre en Ukraine en mars 2022 qui a tracé une ligne de fracture entre les pays occidentaux et les émergents. <https://www.latribune.fr/economie/international/l-argentine-abandonne-le-dollar-au-profit-du-yuan-pour-payer-ses-importations-chinoises-960393.html>

CYBERESPACE, PROTECTION NUMÉRIQUE ET ‘SPLINTERNET’

Techno-politique du cyberspace : Une nouvelle guerre se fait jour, aux contours encore flous. Le cyberspace redéfinit progressivement mais sûrement les jeux de pouvoir et de puissance. Il est une cinquième dimension, à la fois artificielle et hybride, de la géopolitique. Que signifie être « *souverain* » dans un espace interconnecté et interdépendant ? Dans cet interrègne, face à une mise en crise perpétuelle du monde, prenant en partie forme dans le cyberspace, il est crucial d’appréhender collectivement ces nouvelles formes de conquête de pouvoir, de compétition entre États et de conflits afin d’en saisir les enjeux politiques et géopolitiques sous-jacents. Pourtant, s’il est vrai qu’il s’agit bien d’un espace multidimensionnel dont une partie ne peut être saisie que par un effort certain d’abstraction, la réalité du cyberspace est aussi très tangible, matérielle, construite sur des socles d’infrastructures bien physiques. Le cyberspace est composé de trois grandes couches successives et interdépendantes : une couche matérielle qui recouvre le socle technologique et les infrastructures matérielles d’appui (câbles sous-marins et terrestres, satellites basse orbite, serveurs, *data centers*, terminaux, etc.), une couche logique et logicielle qui comprend les systèmes d’information, programmes, langages, protocoles permettant d’assurer la transmission des données entre deux points du réseau – concrètement, l’architecture logicielle (*software*) repose sur la construction d’un langage commun permettant aux terminaux et logiciels de communiquer entre eux via le protocole Internet (TCP/IP) – et une troisième couche cognitive ou sémantique qui dérive quant à elle de la couche logicielle et correspond à la partie directement visible par les utilisateurs, à savoir l’ensemble des interfaces qui consolident l’ensemble des données, personnelles, militaires ou industrielles produites par les multiples usages numériques et concentre les informations qui circulent dans le cyberspace (contenus, échanges et discussions en temps réel, usages et comportements provenant d’identités numériques uniques ou multiples...). En somme, le cyberspace correspond à la fois à des infrastructures matérielles localisées sur un territoire géographique et politique donné mais aussi à un espace d’échange intangible composé de la production massive de données, automatisées et captées par des applications logicielles qui collectent, stockent, traitent les flux d’information recueillies à diverses fins *via* des protocoles (langages) communs. Le cyberspace ne correspond pas à un territoire géographique au sens classique du terme mais constitue bien une cinquième dimension, hybride, complexe et mouvante, qui vient compléter les autres domaines d’action que sont la terre, la mer, l’air et l’espace. Sa particularité réside dans son hybridité et dans sa dualité à la fois civile et militaire. Il faut enfin noter que le cyberspace étant une construction purement humaine encore en émergence dans le champ géopolitique, les doctrines militaires et juridiques qui lui sont associées sont à l’heure actuelle encore en cours de conceptualisation pour la plupart, en particulier dans le domaine du cyber ou des opérations d’influence organisées en ligne. La « *data economy* » bouleverse l’ensemble des paradigmes politiques, géopolitiques, économiques qui ont eu cours ces quarante dernières années. L’accès et la capacité à exploiter et comprendre la « *data* » représentent cette nouvelle forme de pouvoir. La capacité de les rendre transparentes ou invisibles, de les effacer, de les manipuler ou de les revendiquer est au centre des relations de pouvoir. C’est autour de cette capacité de mise en donnée du monde, que les luttes de pouvoir s’articulent et que se joue la relation entre géants technologiques et États, mais aussi entre États. <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/09/16/techno-politique-du-cyberspace/>

Cyberspace – La Troisième Guerre mondiale a commencé : Les puissances ont pour caractéristiques intrinsèques qu’elles sont amenées à s’affronter. Soit dans des guerres classiques, soit, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, par intermédiaires interposés, comme ce fut le cas durant la guerre froide. L’irruption de l’Internet, devenu cyberspace, a radicalement transformé les rapports de force entre États et a créé une situation nouvelle qui permet de mener des opérations de guerre invisibles. D’abord considéré comme un nouveau terrain de jeu pour les activités de renseignement en raison des facilités offertes pour voler des secrets, il est devenu un théâtre de guerre. Plus encore, l’arme cyber est dorénavant une composante majeure des arsenaux de nombreux pays, les États-Unis, la Russie, la Chine, Israël, l’Iran, la Corée du Nord, et bien d’autres encore. Depuis cette époque, le cyberspace est le lieu permanent d’affrontements.

SINO-PRODROMES 51

Ce qui change radicalement par rapport à l'avant Internet est que les petits États, qui seraient incapables de faire la guerre, faute de ressources suffisantes ou qui seraient certains d'être gravement défaits, peuvent dorénavant livrer une lutte armée, y compris contre les grandes puissances. C'est-ce que font la Corée du Nord ou l'Iran, entre autres. Le cyberspace permet de faire la guerre. Plusieurs implantations de virus informatiques dans des réseaux d'énergie ont été détectées ces dernières années. Ces attaques peuvent avoir plusieurs objectifs : tester la capacité des pays qui en sont victimes à les détecter, et s'ils y parviennent, voir comment ils réagissent ; menacer, en cas de très fortes tensions, de paralyser des infrastructures vitales, c'est-à-dire exercer un chantage, paralyser ou même détruire ces mêmes infrastructures. <https://www.opinion-internationale.com/2021/10/12/cyberspace-la-troisieme-guerre-mondiale-a->

Comment peut-on parler d'une géopolitique du cyberspace ? : L'idée d'une géopolitique du cyberspace s'est faite jour mais, si ces enjeux intéressent un nombre croissant d'acteurs politiques et commerciaux, notamment les États, peut-on parler pour autant de géopolitique ? Cette question théorique paraît pertinente puisque le cyberspace relève a priori de réalité non territoriales, alors que la géopolitique s'intéresse aux enjeux de pouvoir qui portent sur des territoires. <https://cqegheulaval.com/comment-peut-on-parler-dune-geopolitique-du-cyberspace/>

Le cyberspace et le nationalisme chinois – Le levier d'une grande puissance numérique : En explicitant la propriété de la situation décisionnelle associée à l'émergence d'une nouvelle arme, on comprend que les cyberarmes introduisent une imprédictibilité structurelle à laquelle sont confrontés les dirigeants politiques. Celle-ci rend caduc tout régime de cybersécurité par des normes et risque de conduire à un ordre international anarchique ou à l'utilisation de cyberarmes. La nature anarchique du cyberspace conduit à recourir à un levier classique de mobilisation : le nationalisme. La Chine illustre particulièrement cette situation à travers les spécificités de son nationalisme et de sa puissance numérique. <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/02/Asia-Focus-17-Cyber-espace-Chine-fev-2017.pdf>

Comprendre le retard croissant de la Tech numérique en Europe : La nouvelle rivalité sino-américaine surplombe la compétition mondiale depuis plusieurs années, mais elle s'est accélérée avec la venue de la 5G et l'emprise mondiale de Huawei sur ce marché. Loin derrière, l'Europe voit sa position se dégrader. Ce retard n'a pourtant rien d'inéluctable. Les causes sont bien identifiées et traitables. Depuis plusieurs mois, la tension monte entre la Chine et les États-Unis sur la Tech. L'ancien PDG de Google alerte l'opinion américaine : « sur chacune des technologies fondamentales du XXI^e siècle – intelligence artificielle, semi-conducteurs, 5G, informatique quantique, biotechnologies et énergie verte – la Chine pourrait bientôt être le leader global ». En août 2022, le Président Joe Biden signe le *CHIPS and Science Act* octroyant 280 milliards de US\$ à l'industrie américaine de la Tech pour « contrer la Chine ». Au sein de ces sommes, 52,7 milliards de US\$ sont consacrés aux semi-conducteurs. Les indicateurs européens en matière technologique sont au rouge. S'agissant de la R&D investie spécifiquement dans la Tech, la part des pays européens, rapportée au total de la R&D mondiale en Tech, diminue rapidement depuis 15 ans. L'Allemagne est passée de 8% à 2% ; la France de 6% à 2%. L'Union européenne investit cinq fois moins en R&D privée dans la Tech que les États-Unis. Partie de rien il y a 20 ans, la Chine a largement dépassé l'Europe et vise à rattraper le continent américain rapidement. <https://www.servicesmobiles.fr/comprendre-le-retard-croissant-de-la-tech-numerique-en-europe-84214>

Qu'est-ce que le Splinternet ? Et les raisons pour lesquelles il faut s'y intéresser : Des frontières apparaissent dans un système sans frontières. La libre circulation de l'information est désormais restreinte, voire supprimée. Ces réseaux distincts utilisent peut-être les mêmes noms et protocoles que l'Internet mondial, mais les informations que vous obtenez de chaque intranet sont celles que le gouvernement ou l'entreprise cherche à vous faire voir. Avec les mêmes navigateurs et programmes de messagerie, il vous est difficile d'accéder aux sites. Et si vous y parvenez, rien ne vous permet de savoir si le gouvernement local surveille ce que vous faites. <https://www.internetociety.org/fr/blog/2022/03/quest-ce-que-le-splinternet-et-les-raisons-pour-lesquelles-il-faut-sy-interesser/>

Splinternet – Quand la géopolitique fracture le cyberspace : Internet vient donc d'un rêve, celui de l'échange, de la communication et de l'entre-aide. Mais aujourd'hui, ce rêve semble de plus en plus relever de l'utopie. Pourquoi ? Le cyberspace a subi un processus de militarisation, en devenant un espace de lutte et de rapports de force entre nations, et plus exactement entre blocs idéologiques distincts poussant à une fracture du réseau global. Le *Splinternet* s'est ainsi formé. Initialement, le cyberspace se voulait libre et ouvert, marqué à l'origine par l'idée de la mondialisation heureuse, jusqu'à ce qu'il devienne un nouvel espace d'influences, de confrontations et de rapports de force entre différentes puissances mondiales. De nos jours, son utilisation omniprésente et la mine de données qui en découle en font une véritable cible de guerre — voire une arme. <https://www.polytechnique-insights.com/tribunes/geopolitique/splinternet-quand-la-geopolitique-fracture-le-cyberspace>.

« Splinternet » – Quand la menace d'une fragmentation d'Internet se précise : Et si demain chaque pays développait son propre Internet et fermait ses frontières numériques ? Un rapport commandé par le Parlement européen explique ce phénomène émergent et ce que pourrait signifier un « *Internet en morceaux* ». Splinternet, c'est la contraction d'un terme anglais « *splintering of the Internet* », qui basiquement signifie fragmentation d'Internet. <https://www.20minutes.fr/by-the-web/4003340-20221004-splinternet-quand-menace-fragmentation-internet-precise>

« Splinternet » ou les craintes d'un Internet en morceaux : Un rapport destiné au Parlement européen détaille comment la Toile mondiale peut se retrouver divisé en plusieurs fragments hermétiques les uns aux autres. Une rupture d'avec le principe même d'Internet. Le mot fait surface de temps en temps, il revient de manière insistante depuis la guerre en Ukraine : *Splinternet*, un Internet fracturé en plusieurs espaces étanches les uns aux autres. Le terme s'inscrit dans un contexte de rivalité géopolitique entre États-Unis, Russie, Chine et Union européenne, où chacun a compris qu'imposer ses règles et ses standards technologiques était un moyen d'imposer ses valeurs et satisfaire ses intérêts. Le résultat du rapport du PE tient de l'état des lieux avec de nombreux exemples : l'accès à Facebook et Twitter restreint en Russie depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022 ; le trafic Internet des zones occupées détournées vers les infrastructures techniques Russes ; les efforts de la même Russie pour bâtir un internet national, RuNet, séparé du reste ; les connexions internationales canalisées et séparées du trafic internet national au Cambodge en février 2021. Mais aussi la menace brandie en février 2022 par Meta, maison mère de Facebook et Instagram, de retirer d'Europe ses réseaux sociaux en raison des controverses sur les données d'utilisateurs. Ou encore les orientations technologiques en général de Google qui « *semble être en train de bâtir une infrastructure technique indépendante* » note encore le rapport. D'où la diversité des leviers permettant d'amplifier le phénomène, allant de la « *simple* » censure en bloquant des contenus aux grandes manœuvres techniques au cœur des réseaux. Modifier les protocoles de chiffrement ou rendre inintéropérable un système d'adressage avec celui existant, le DNS, par exemple. Le rapport rappelle l'émergence d'un *Internationalised Domain Name* (IDN), censé tenir compte de l'écriture en caractères non latins (arabe, cyrillique, hindi, chinois) et compenser les lacunes du DNS. Or nombre de problèmes techniques empêchent l'IDN d'être parfaitement compatible avec le système historique, avec pour effet de créer des silos linguistiques. En 2019, la Chine a très officiellement proposé à l'*Union Internationale des Télécommunications* son projet « *New IP* », un nouveau protocole Internet établi par les sociétés chinoises privées du domaine. Sauf que le pouvoir central ayant ses antennes partout dans l'industrie, ce serait surtout une manœuvre de l'Etat chinois pour accentuer son contrôle sur Internet, et pas seulement en Chine. https://www.sciencesetavenir.fr/high-tech/web/splinternet-ou-les-craintes-d-un-internet-en-morceaux_165617

Splinternet : « *Le splinternet est l'opposé d'internet* » résume l'*Internet Society* (ISOC), association qui soutient le développement du réseau dans le monde. Le splinternet évoque la possibilité d'une mutation de l'internet mondial, maillage de réseaux ouverts et connectés les uns aux autres, en un ensemble de réseaux nationaux, somme d'intranets ou juxtaposition de réseaux fermés, déconnectés les uns des autres et contrôlés par des États ou par des entreprises. <https://la-rem.eu/2023/01/splinternet/>

ÉCOSYSTÈMES TECHNOLOGIQUES DISSOCIÉS DE DEUX MONDES DIVERGENTS

TECHNOLOGIES DUALES ET/OU DISRUPTIVES

Technologies émergentes et de rupture – Quelle approche pour ne pas rater la prochaine révolution technologique ? : Les guerres sont à l'origine de nombreuses révolutions technologiques qui ont trouvé par la suite un nouvel usage dans la sphère civile. Cherchant l'avantage décisif au combat, les armées nationales ont lancé de vastes programmes de recherche ayant influencé les grandes révolutions technologiques du XXe siècle. L'invention du GPS par une agence de l'armée américaine est un des exemples les plus connus de ces technologies qui, partant d'un usage militaire, font désormais partie de notre quotidien. Depuis quelques décennies, on constate néanmoins que ces grands programmes de recherche militaire ne sont plus le premier moteur de l'innovation. Les technologies émergentes et de rupture sont en train de transformer profondément le domaine de l'innovation militaire. Les EDT sont des technologies à double usage qui regroupent notamment l'intelligence artificielle, les systèmes autonomes, la technologie quantique ou encore la biotechnologie. Elles sont qualifiées de « *technologies de rupture* » car elles sont susceptibles d'avoir un large impact sur l'espace social, mais aussi de changer significativement notre manière de conduire la guerre, gérer les crises et maintenir la paix. Ces technologies duales de rupture ont pour caractéristique commune d'être principalement développées non plus tant par les grands acteurs institutionnels que par le secteur privé au sens large : Big Tech, start-ups, PME, etc. C'est désormais le secteur privé qui devient le moteur de l'innovation militaire. L'accélération exponentielle des processus d'innovation est la conséquence la plus remarquable. En effet, si la guerre est un facteur périodique d'accélération de l'innovation, la concurrence dans le secteur privé rend cette accélération continue, dans des proportions toujours grandissantes. Cette accélération oblige les armées à interagir de manière systématique avec le secteur privé et le secteur académique, sous peine de manquer la prochaine révolution technologique. Les technologies et les développeurs du secteur privé ne vont plus seulement changer la nature des conflits mais seront susceptibles de devenir un objectif de guerre. Les entreprises et les centres de recherche engagés dans ces innovations à double usage deviennent la cible de toutes les convoitises sans parfois en avoir conscience. Plus marquant encore, certaines entreprises technologiques font aujourd'hui irruption dans des conflits. La mise à disposition par Elon Musk de Starlink, un réseau de satellites, à l'armée ukrainienne en est l'illustration la plus récente. <https://www.defence-institute.be/wp-content/uploads>

Document de référence de l'orientation de l'innovation de défense : Qu'il s'agisse de technologies émergentes comme l'hypervélocité, des innovations d'usage dans l'utilisation des drones, ou encore celles issues du monde civil dans le domaine satellitaire ou dans celui de l'affrontement dans les champs immatériels, l'innovation est omniprésente sur le champ de bataille. L'ampleur des enjeux nécessite enfin de s'intégrer pleinement dans tous les efforts fournis pour soutenir l'innovation en France et au niveau européen, qu'ils soient spécifiques à la Défense (*Fonds européen de défense*) ou duaux (*Horizon Europe et France 2030*) pour accélérer tant le développement que le déploiement de nos innovations auprès des forces. Alors que les contours des menaces à notre sécurité se confirment, et que la guerre en Europe constitue de nouveau une réalité, nous devons donner à nos armées le meilleur de ce que la technologie et l'innovation peuvent leur offrir. <https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/aid/DrOID%202022.pdf>

Innovation de défense – Comment les start-ups se font une place : Il y a 50 ans, beaucoup de technologies utilisées dans le civil étaient issues de la défense. Aujourd'hui on assiste au mouvement inverse, avec l'émergence dans la défense d'innovations d'origine civile. Les technologies « *duales* » viennent de plus en plus de l'industrie civile, dont les cycles d'innovation sont plus courts. Un écosystème ouvert, où collaborent étroitement acteurs publics et privés, permet d'attirer les talents vers des métiers en tension. <https://www.polytechnique-insights.com/tribunes/geopolitique/innovation-de-defense-comment-les-startups-se-font-une-place/>

Quand la Chine concurrence les États-Unis – Allons-nous vers un déclassement du modèle industriel de la défense américaine ? : Depuis quelques années, la Chine enchaîne les annonces et les tests de technologies militaires : missile hypersonique, avion de 5^e génération (J-35), chasseur furtif lourd (J-20), drone furtif ou encore l'augmentation considérable du nombre de navires de la marine chinoise. Si ces révélations inquiètent et impressionnent, elles remettent surtout en question le modèle industriel de la défense américaine. Afin de conserver un atout industriel majeur, les États-Unis ont privatisé les industries militaires et intensifié les exportations d'armements. Couplée à des fusions-acquisitions, cette stratégie a eu pour effet de concentrer les industries de ce secteur. Aujourd'hui, la BITD (*Base industrielle et technologique de défense*) américaine est construite autour de géants industriels tels que Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, Raytheon et General Dynamics. Les États-Unis ont l'une des plus puissantes bases industrielles de défense au monde, un secteur qui engendrait un chiffre d'affaires de 929 milliards de US\$ en 2018. Ces géants disposent d'un marché domestique substantiel, avec un budget militaire de 778 milliards de US\$ en 2020. Enfin, les États-Unis occupent la première place dans le classement des pays exportateurs d'armes au monde. En 2019, les entreprises de la BITD américaine ont exporté 55,4 milliards de US\$ d'équipements militaires. Afin de favoriser la coopération militaire, les pays alliés se calquent sur le modèle militaire américain en achetant leurs équipements. C'est le cas par exemple des avions de 5^{ème} génération dont font partie les F-35. Les achats d'armements américains sont également facilités par les nombreux programmes d'aides finançant des armées étrangères, qui s'équipent avec du *Made In USA*. Enfin, les entreprises américaines bénéficient également d'un soutien politique fort. C'est dans ce contexte favorable que la politique d'aide aux exportations américaines peut se montrer très agressive, comme l'a démontré le projet Aukus. À partir de la 2^{ème} moitié du XX^e siècle, Mao Zedong a reconstruit une industrie militaire chinoise en se basant sur les armes de conceptions soviétiques, mais jusqu'à la fin de la guerre froide, le PCC s'est doté d'un secteur industriel certes important, mais obsolète. Face à ce constat, à la fin des années 1980, l'État chinois a réformé son industrie militaire en incitant les entreprises du secteur de la défense à produire des technologies duales (civile et militaire). Au cours des années 1990, la Chine a cherché de nouveaux partenaires économiques pour faciliter les transferts de technologies ou d'équipements militaires depuis Israël ou la Russie par exemple. Puis, à partir des années 2000, renforcée par ses investissements, la Chine a construit et réorganisé son industrie militaire avec une dizaine de consortiums différents, avec plusieurs objectifs : tout d'abord centrer les activités et les spécialités par consortium, réduire la concurrence entre les grands groupes, optimiser l'allocation des besoins en R&D et focaliser les spécialités de chaque entité sur des grands programmes. Enfin, cette industrie est contrôlée par l'État pour donner à l'*Armée Populaire de Libération* les capacités d'une armée moderne. <https://www.portail-ie.fr/univers/enjeux-de-puissances-et-geoéconomie/2022/quand-la-chine-concurrence-les-etats->

La compétition dans les technologies de rupture entre les États-Unis, la Chine et la Russie : L'érosion de la supériorité des États-Unis dans le domaine technologique, sous-tend celle de leur leadership stratégique à moyen-long terme, surtout face à la Chine. La compétition est particulièrement vive dans les dix domaines technologiques critiques identifiés par le Dr Griffin, *Under Secretary of Defense for Research and Engineering*. Parmi ces dix domaines, les missiles hypersoniques représentent la priorité n° 1 du Pentagone. Sur ce plan, les Russes, suivis des Chinois, sont en avance dans le domaine des missiles de croisière antinavires et des missiles quasi-balistiques aérolargués, alors que les trois compétiteurs restent au coude à coude pour parvenir à des missiles à planeur opérationnels au début des années 2020, avec des ambitions moindres pour Pékin. Les ruptures principales apportées par ces armes ont trait au contre-IADS pour les Américains et à la lutte antinavire du côté russe et chinois. Ce dernier point est probablement le plus critique car il remet en cause la supériorité navale américaine. Cependant, si aucune solution n'existe à court terme pour se défendre contre ces armements, ce sont les Américains qui sont de loin les mieux placés, tant en matière d'architecture que de missiles d'interception, pour disposer de parades efficaces à moyen/long terme. Les armes à énergie dirigée représentent un domaine technologique très particulier.

Il est probable que les Chinois ne soient guère éloignés des Américains en ce qui concerne tant les armes laser que les armes électromagnétiques. Dans ce dernier domaine, ils sont peut-être même en avance en ce qui concerne la protection des plateformes navales alors que les Américains semblent disposer de capacités opérationnels air-sol offensives. Cependant, en ce qui concerne les armes laser, la vulnérabilité des trois camps apparaît encore réduite. En effet, la première génération d'armes laser en cours de maturation, si son déploiement se confirme dans les 5 ans, sera destinée à la lutte anti-drones courte portée, certainement pas à stopper les vagues de missiles du compétiteur stratégique. Quant aux lasers de contre-mesure optronique, à visée antisatellite par exemple, ils ne constituent pas une solution miracle, un élément clé de l'arsenal anti-ISR. Il est donc possible, de prime abord, que l'impact des armes EM soit beaucoup plus important que celui des lasers dans l'environnement haute intensité qui caractérise la présente compétition. Ces AED font partie des capacités auxquelles les compétiteurs pourraient recourir en counterspace. Dans ce domaine, les trois puissances disposent déjà des instruments en mesure de menacer les constellations de l'adversaire : missiles capables d'intercepter des satellites en orbite basse, guerre électronique contre les segments de liaison voire les satellites eux-mêmes en co-orbital, maîtrise des rendez-vous orbitaux et des technologies duales de capture d'une plateforme, etc. Cette évolution constitue une rupture majeure par rapport à l'ère de l'exploitation de l'espace en toute impunité dont ont joui les Américains ces dernières décennies. <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-de-la-defense-americaine/competition-dans-technologies-rupture-entre-etats-unis-chine-russie-2020>

Évolution du rapport de force entre les puissances économiques sur le marché mondial du Lithium : Le monde est à un tournant et dans une course de fond vers une économie plus verte, juste et responsable pour sauver la planète et l'avenir des générations futures. En effet, face au réchauffement effréné de la planète, les dirigeants mondiaux à travers la COP21 de décembre 2015 en France ont conclu l'*Accord de Paris* sur le climat. Cet accord a ainsi donné un grand coup d'accélérateur au développement des énergies renouvelables avec un cap vers la transition énergétique dans tous les secteurs dont le transport notamment les véhicules électriques. C'est ainsi que le Lithium se positionne aujourd'hui en un minerai extrêmement stratégique du fait de sa grande énergie massique, sa durabilité dans le temps et sa faible autodécharge. Le lithium devient ainsi un actif stratégique de guerre économique entre puissances avec la nécessité de la maîtrise de la chaîne d'approvisionnement par l'extraction du minerai, la transformation et la production des batteries. <https://www.ege.fr/infoguerre/evolution-du-rapport-de-force-entre-les-puissances-economiques-sur-le-marche-mondial-du-lithium>

Transition énergétique – Pourquoi l'Europe veut compter sur le marché des semi-conducteurs : La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a appelé à produire en « masse » des semi-conducteurs pour réduire la dépendance de l'UE face à l'Asie. Avec cet investissement de plus de 5 milliards d'€, le groupe allemand Infineon va produire, à partir de 2026, des tranches de silicium de 300 mm de diamètres pour des semi-conducteurs. Il s'inscrit dans la course de l'Union européenne pour accroître sa production de ces composants indispensables pour l'industrie numérique et la transition écologique. Les 27 États membres et le Parlement se sont notamment entendus mi-avril sur l'objectif d'atteindre 20% du marché mondial en 2030, soit deux fois plus qu'aujourd'hui. <https://www.sudouest.fr/international/europe/transition-energetique-pourquoi-l-europe-veut-compter-sur-le-marche-des-semi-conducteurs-15007447.php>

China's LOGINK logistics platform and its strategic potential for economic, political, and military power projection: Even as China integrates into the global economy, Beijing is seeking to minimize its foreign dependencies while making other countries more dependent on China. Beijing may be on the cusp of creating a new and highly valuable asymmetric dependency that it could exploit for strategic gain. The *National Public Information Platform for Transportation and Logistics* (LOGINK) is a logistics management platform that aggregates logistics data from various sources – including domestic and foreign overseas ports, foreign logistics networks, hundreds of thousands of users in the PRC, and other public databases – to provide the most comprehensive picture available of the world's logistics activities.

It complements PRC firms' commanding position in the global merchant marine, as beneficial owners of slightly over 18% of global tonnage in 2022. LOGINK offers Beijing a means to monitor and shape the international logistics market, increase foreign strategic dependency on China, and exploit the vulnerabilities of LOGINK users for economic and geostrategic purposes. Within the logistics market, LOGINK helps consolidate Beijing's influence over the global maritime transport system, which moves an estimated 90% of the global goods trade. <https://www.bakerinstitute.org/research/chinas-logink-logistics-platform-and-its-strategic-potential-economic-political-and>

The two courses of action for U.S.-China competition: U.S. President Joe Biden has declared on various occasions that he is willing to go to war with China to defend Taiwan. The European Union has likewise described China as a “*systemic competitor*.” The United Kingdom is amidst a debate on whether to classify China as a “*threat*.” And Japan has already taken action. But the reality is far more complex. While the West does not want to see its strategic rival grow in strength, a recession in China – already the largest trading partner for 140 nations – would inevitably lead to a catastrophe in the global economy. “*The way for Western policymakers to resolve the debate is to ask a different sort of question,*” writes *New York Times*. “*Not: do we want China to succeed or fail? But: how do we manage the continuing rise of China?*” While the strategic competition between China and the U.S. encompasses multiple dimensions (e.g., ideology, geopolitics, etc.), it is fundamentally a competition of economic interests. The U.S. prefers if China's economic growth – as soon as the nation becomes a low-end manufacturing base for *Wall Street* and Western investors to reap the benefits of – stagnates. However, while most “*pseudo-industrialized*” developing countries stalled at a certain point after industrialization (thereby entering into the “*middle-income trap*”), China's growth did not stagnate upon achieving industrialization. Instead, the nation has unacceptably overstepped into the sphere that the U.S. thought belonged only to itself. During negotiations on China's accession to the WTO, the U.S. – because of its successful suppression of Europe and Japan, as well as the peaceful dissolution of the Soviet Union and China's “*hiding of strength and biding of time*” – wanted to help transform China into a manufacturing base of primary products in exchange for the nation's complete obedience to the U.S. leadership. The U.S. also wanted to take advantage of China's economic reform and influence Chinese public opinions. <https://uscnpm.org/2023/01/24/translation-the-two-courses-of-action-for-us-china-competition/#>

Maîtrise des armements en Indopacifique – Une quête impossible ? : La région indopacifique est la région qui non seulement héberge le plus de puissances nucléaires, mais voit aussi les arsenaux nucléaires déployés continuer à augmenter. La maîtrise des armements nucléaires est-elle une quête impossible ? La Chine est un État doté depuis 1964, reconnue comme telle par le *Traité de non-prolifération*, dont l'arsenal nucléaire est estimé à environ 350 armes. Avec un premier essai nucléaire réalisé en 1998, l'Inde et le Pakistan ont développé leurs capacités nucléaires en dehors du TNP et auraient aujourd'hui respectivement environ 160 et 165 armes. La Corée du Nord a annoncé son retrait du TNP en 2003 et continue de développer son arsenal nucléaire malgré les résolutions du *Conseil de sécurité des Nations unies* qui l'en interdisent, totalisant quelques dizaines de têtes nucléaires. Les États-Unis et la Russie, les deux principales puissances dotées, jouent quant à elle un rôle majeur dans les équilibres régionaux et déploient plus de 5 000 ogives nucléaires. En particulier, Washington partage notamment avec le Japon et la Corée du Sud une assurance de dissuasion élargie, qui, si elle ne s'appuie plus comme en Europe sur le déploiement avancé d'armes nucléaires, affecte néanmoins les calculs stratégiques des États de la région. Enfin, certains États contestent le régime de non-prolifération même s'ils n'ont pas encore de capacités avérées, et en particulier l'Iran. Dans ce contexte, la régulation de la compétition stratégique et la prévention de phénomènes de course aux armements par l'intermédiaire de mesures de maîtrise des armements est souvent proposée, que ce soit par des gouvernements, en particulier les États-Unis, ou la communauté des experts. https://www.revueconflits.com/maitrise-des-armements-en-indopacifique-une-quete-impossible/?utm_source=newsletter&utm

LA BATAILLE INVISIBLE POUR LA MAÎTRISE DES NORMES

États-Unis – Toujours un coup d'avance dans la tech malgré la menace chinoise : En visite à Pékin fin mars, Tim Cook a voulu jouer la détente. Reçu comme un chef d'État, le PDG d'Apple a insisté sur « *la relation symbiotique* » entre la société californienne et la Chine. Il joue gros : le pays représente 20% de ses ventes et constitue l'épicentre de la production de ses iPhones. Le patron américain n'y avait plus mis les pieds depuis plus de trois ans, avant le Covid, à l'heure où l'administration de Donald Trump avait établi une liste noire d'industriels chinois bannis, dont le fabricant de smartphones Huawei. Apple avait fait les frais de repréailles. Alors Tim Cook est venu pour recoller les morceaux... Pas facile quand, au même moment, à Washington, Shou Zi Chew, patron de TikTok, passe sur le gril au Congrès et peine à trouver la symbiose avec les parlementaires américains. Le réseau social chinois TikTok risque sa suppression pure et simple des *App Stores* aux États-Unis. https://www.challenges.fr/monde/etats-unis/etats-unis-toujours-un-coup-davance-dans-la-tech-malgre-la-menace-chinoise_852906

China further supports foreign-funded R&D centers: The State Council issued a circular requesting departments concerned and regional authorities to further support foreign investors in setting up research and development centers in China. The circular said scientific and technological innovations call for improved services, highlighting favorable tax policies, improved verification procedures, simplified declaration materials, and more convenience for qualified foreign R&D centers. Basic research should be encouraged, with more support for R&D centers in legally using large scientific research instruments, scientific and technological reports, and related data of major national science and technology programs. For new-type foreign-invested institutions providing services for key technologies, local authorities should assist with infrastructure construction, equipment acquisition, talent support services, and operation funds. The circular also stresses joint innovation by foreign-funded R&D centers and local academic institutions, including universities, scientific research institutes, and vocational schools. Foreign-funded R&D centers will also gain support in establishing open innovation platforms, financing, and participation in national scientific and technological missions and programs. The introduction of overseas talent is indispensable as well, while all provincial-level authorities should make it more convenient for overseas talent to work in China, allowing the R&D centers to apply for one-time work permits within the term of labor contracts and work-related residence permits for no more than five years for both foreign and domestic team members. http://english.www.gov.cn/policies/latestreleases/202301/18/content_WS63c79b01c6d0a757729e5cf7.html

Comment Taïwan utilise les puces électroniques comme bouclier face à la Chine : « *Attaquer Taïwan créerait une crise économique planétaire sans doute bien plus grave que celle créée par la guerre en Ukraine.* » La mise en garde, signée de Joseph Wu, ministre des Affaires étrangères taïwanais, est claire, surtout au moment où les tensions entre cet archipel de près de 24 millions d'habitants et la Chine s'intensifient dangereusement, laissant entrevoir la possibilité d'un grave conflit. L'indépendance qu'espèrent conserver les Taïwanais s'appuie sur une arme de poids : leur monopole dans la fabrication des puces électroniques qui font battre le cœur des ordinateurs, des téléphones, des voitures, des armes, des avions, des trains, des micro-ondes... Une suprématie plutôt récente dans ce domaine puisque ce n'est qu'au début des années 1980 que l'archipel s'est lancé dans la fabrication de microprocesseurs. « *Il y a cinquante ans, on n'en fabriquait pas à Taïwan* », confie dans le documentaire le vice-président de la recherche pour la technologie industrielle à Taipei. « *Donc il nous fallait le soutien de pays étrangers. Nous avons cherché des partenaires pour faire des transferts de technologie et ça a été le début de cette industrie. Après ça, nous avons pu développer notre propre technologie, recruter des ingénieurs et des équipes de recherche, localement, ici à Taïwan.* » Une valeur devenue stratégique pour exister sur la scène internationale. La pénurie de ces matériaux au moment de l'épidémie de Covid-19 avait fragilisé les industries du monde entier et poussé certains pays, conscients de leur trop grande dépendance vis-à-vis de Taïwan, à lancer leur propre production. Mais l'expertise des Taïwanais dans ce domaine est si pointue qu'elle demeure prédominante face aux autres nations. https://www.francetvinfo.fr/monde/chine/video-comment-taiwan-utilise-les-puces-electroniques-comme-bouclier-face-a-la-chine_5781929.html

SINO-PRODROMES 51

The EU'S elusive China policy: Much like the European Union, I never thought I was going to have to think so much about China. This is, until a few years ago, when a wise man gave me some precious advice. 'Don't pretend to be a China expert. You are not, and don't need to be' he said. 'But make sure you become a China expert in everything that has to do with your research field. Because China will be everywhere'. Ever since, I worry about Beijing's impact on niche things like EU migration policies, European integration and democratic backsliding; more evident areas like AI and cybersecurity; and, more recently, everyone's latest favourite obsession: what is the EU's China policy? The answer is simple: there is not one. Much like the European Union, I am both a China hawk and a China dove. I fret over Xi's increasingly authoritarian antics and believe the CCP does not play by our rules. I have, for long, thought that Europe was naïve about China's intentions. In 2019, I wrote a piece where I said that China will be one of the EU's biggest security challenges in the coming years. I also said that neither the EU nor its member-states would be able to sit on the fence on China for long. <https://www.cer.eu/in-the-press/eus-elusive-china-policy>

Confronting China and catching up on chips: The United States and the European Union are aligned on the security risks of an unstable semiconductor supply chain – and yet they risk fighting over how to repair it. Both Washington and Brussels fear that Chinese chips in Western electronics could be used for surveillance and intelligence gathering. Both have launched expensive public-funded programs to build up their own industries. At the transatlantic *Trade and Technology Council*, a key focus is to ensure these semiconductor support programs are complimentary, not competitive. The TTC is also developing “an early warning system to address and mitigate semiconductor supply chain disruptions.” While it is hard to justify state intervention in most areas of a free market economy, the desire to mitigate security risks justifies extraordinary government intervention. Semiconductors drive the essential tools of contemporary life and are crucial to military prowess, guiding missiles, and running secure communications systems. While the industry is cyclical, demand is expected to boom in the coming decade. The global semiconductor market exceeded \$500bn in sales in 2022 and is expected to expand into a trillion-dollar industry by 2030. <https://cepa.org/comprehensive-reports/confronting-china-and-catching-up-on-chips/>

Technologies émergentes et technologies de rupture : Le big data, l'intelligence artificielle, les systèmes autonomes et les technologies quantiques sont en train de changer le monde, et donc aussi la manière dont l'OTAN opère. Ces technologies, ainsi que les autres technologies émergentes et technologies de rupture (TE/TR), présentent à la fois des risques et des opportunités pour l'OTAN et pour les Alliés. C'est pourquoi l'Alliance collabore avec des partenaires du secteur public, du secteur privé, du monde universitaire et de la société civile en vue de les développer et de les adopter, d'établir au niveau international des principes pour leur utilisation responsable et de faire en sorte que l'OTAN garde son avance technologique. Cette stratégie globale, qui encadre le rapport de l'OTAN aux TE/TR, comporte deux grands axes d'effort : d'une part, favoriser une approche cohérente du développement et de l'adoption de technologies à double usage qui permettront à l'Alliance de conforter son avance, et, d'autre part, créer un forum de mise en commun d'informations pour aider les Alliés à éviter que leurs TE/TR soient utilisées contre eux par des adversaires et des concurrents potentiels. Ces objectifs sont essentiels pour le maintien de la domination stratégique efficace qu'exerce l'OTAN. Les activités d'innovation menées par l'OTAN se concentrent actuellement sur neuf domaines technologiques prioritaires : l'intelligence artificielle ; les données ; les systèmes autonomes ; les technologies quantiques ; les biotechnologies ; les technologies hypersoniques ; l'espace ; les matériaux et procédés de fabrication innovants ; l'énergie et la propulsion. https://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_184303.htm?selectedLocale=fr

Transatlantic unity on China runs through AI: France's President Emmanuel Macron contends that Europe should pursue its own strategic autonomy. In his telling, the result is a stronger Europe contributing to a stronger Western alliance of democracies. Yet, President Macron's recent comments on Taiwan and the transatlantic alliance weakened both. They created cracks, sending a message to the rest of the world about our disunity and ultimately emboldening autocrats. Instead of transatlantic dissembling, now is the time for a renewal of our partnership. The basis of such a renewal should be technology cooperation.

SINO-PRODROMES 51

Russia's full-scale invasion of Ukraine has been discussed as the “*first networked war*” Technological capabilities, from cyber, to drones, and low-earth orbit telecommunications, are transforming warfighting. Private sector companies provide novel support, including network connectivity, cybersecurity, cataloging human rights abuses, protecting official data in the cloud, and providing continuous access to online education and government services. Russia's war in Ukraine has demonstrated what technology can do to support and defend a nation's democracy and sovereignty. Yet it can be equally powerful in enabling autocrats. Chinese President Xi Jinping has been explicit about his goals to make his country a global leader in AI and other critical technologies. China is organized, has the strategies in place, and is committing the resources to dominate these new commanding heights of the global economy. <https://cepa.org/article/transatlantic-unity-on-china-runs-through-ai/>

National defense science & technology strategy 2023: The challenges the U.S. face modernizing their defense science and technology enterprise have been decades in the making. Moreover, they now face in the PRC a strategic competitor with access to cutting-edge research and development and the will to mount a sustained challenge to a stable and open international system. This represents a clear challenge to the DoD's technological edge. Wherever the Joint Force operates in the future, the U.S. should expect that the environment will be contested. The need for change is real and urgent and they cannot rest on their laurels or delay. They will focus on the NDS when identifying and investing in critical technology areas for the future. Working with their allies and partners, as well as industry, the U.S. will align research and engineering with acquisition to rapidly field new capabilities at speed and scale. <https://man.fas.org/eprint/ndsts-2023.pdf>

Intelligence artificielle – La guerre des normes est déclarée entre la Chine et les États-Unis : À l'heure du *big data* et de l'infobésité à une époque où les données n'ont jamais été aussi accessibles, est un véritable atout. Pourtant, en raison des difficultés de traitement et d'analyse, obtenir une avance sur le développement de l'IA, c'est potentiellement obtenir un avantage exceptionnel dans la sphère cognitive. Les grandes puissances intéressées par cette promesse se livrent ainsi une véritable guerre sur cet enjeu : Chine, États-Unis, Union européenne, les puissances s'affrontent dans un champ d'activités où tout reste encore à faire. Et au centre de cette lutte pour l'IA, se trouve la normalisation. Les États s'appuient sur leurs entreprises (et vice versa) pour dicter le rythme de cette confrontation à coup de normes, *trustant* autant que possible les places dans les comités de normalisation comme l'ISO ou l'ETSI, allant parfois jusqu'à recourir à des méthodes mafieuses si ce n'est à des barbouzeries. C'est pour mieux comprendre cette guerre des normes sur le sujet de l'IA que l'AFNOR a commandé à l'*École de Guerre économique* un rapport où il s'avère que la norme permet aux acteurs d'un écosystème économique ou technologique de fonctionner selon des standards communs, interopérables. Pour un opérateur économique, être capable d'influencer ou d'écrire les règles du jeu auquel il va jouer est un avantage compétitif substantiel. <https://www.revueconflits.com/intelligence-artificielle-la-guerre-des-normes-est-declaree-entre-la-chine-et-les-etats->

The strategic competition between the US and China started in early 2018 when the Trump administration implemented untargeted import tariffs and reoriented most of its trade efforts towards widening the technology gap between China and the US with a special focus on deep tech, such as semiconductors. The Biden administration has pushed even further in that direction. However, one should not forget that well before Trump came to power, China started blocking Western technologies trying to enter its market especially in the context of open internet skies and digital platforms. The situation is not only the US trying to contain Chinese technology but also China choosing where to engage and where to disengage. The question is not so much whether this trend will continue, but rather what the consequences may be. The situation between China and the US would usually be described as technological decoupling, but the reality is more complex. Decoupling implies a sudden action of separation, but this is not what is happening in the economic arena, not even in the tech space. In fact, the idea of suddenly moving away from hyper-globalisation to no-globalisation through a policy action, namely decoupling, does not reflect reality.

What we are experiencing is a slow but steady process of bifurcation of technologies as well as technological standards. Whether China succeeds in reducing – or even eliminating – the technological gap or not, what seems clear is that both the US and China are attempting to create the largest possible cohesive bloc from which to run their ecosystem. While this is a problem for every country, as taking sides can only be detrimental, it is much more difficult for larger blocs or countries such as the EU or India. The choice does not only depend on values or political preferences, but also on the degree of technology a country may have access to. While there is still a doubt as to whether China will manage to reach the technological frontier, emerging and frontier economies may have the impression that China, as self-proclaimed leader of the Global South, will be more willing to share its own technology. Evidence on China's technological transfer into the Global South is still limited, but there is hope against hope, especially given historical grievances from the Global South on the West's unwillingness to freely share technology. The US and China seem to be bifurcating towards two technological ecosystems, admittedly only for a few key technologies, but once the process of building alliances starts, it is hard to stop. The EU seems reluctant to start containing China technologically, but it does need to de-risk by diversifying its sources of imports away from China. <https://mailchi.mp/bruegel/china-newsletter-1227563?e=5da195c74c>

Affronter la Chine ou lui parler, les États-Unis refusent de choisir : Lors d'une conférence devant le cercle de réflexion *Brookings Institution*, le 27 avril, Jake Sullivan, le conseiller à la sécurité nationale de Joe Biden, a défendu l'idée d'un « *nouveau consensus* », après que l'Occident a poursuivi une chimère libérale pendant des décennies, celle d'un ruissellement vertueux des richesses, d'une prospérité partagée entre continents grâce à la mondialisation. Ce « *nouveau consensus* » – inspiré à la fois par la désindustrialisation en Occident au profit de la Chine et des puissances émergentes, la crise financière, la pandémie et l'urgence climatique – marque le grand retour de l'État stratège. Celui-ci réinvestit massivement dans les infrastructures, identifie des secteurs-clés pour l'avenir et diversifie les chaînes d'approvisionnement. Dans cette stratégie, Washington entend définir des technologies fondamentales et les protéger « *avec une petite cour et une haute clôture* », selon l'expression de Jake Sullivan. Voici posées les bases de la compétition actuelle entre les États-Unis et la Chine. Elle est féroce dans la recherche en intelligence artificielle, en physique quantique, en biotechnologie. Il ne s'agit pas seulement d'un enjeu économique : beaucoup de ces innovations peuvent être militarisées. Cette compétition relève donc aussi, pour l'administration Biden, de la sécurité nationale, justifiant des mesures inédites. C'est la fin d'un optimisme prudent dans la relation bilatérale. Place aux herbes et aux digues, à une rivalité systémique assumée, qui fait l'objet d'un consensus entre républicains et démocrates. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/18/affronter-la-chine-ou-lui-parler-les-etats-unis-refusent-de-choisir_6173890_3210.html

* *
*